

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES DÉPOTS

DANS

LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

ET LEUR EMPLOI

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le jeudi 10 novembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

GASTON DEMAN

Président : M. SOUCHON, professeur,
Suffragants : } MM. FERNAND FAURE, professeur.
HITIER, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

LES DÉPOTS
DANS
LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
ET LEUR EMPLOI

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES DÉPOTS

DANS

LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

ET LEUR EMPLOI

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le jeudi 10 novembre 1910, à 1 h. 1/2

PAR

GASTON DEMAN

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, professeur.
HITIER, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans l'ordre des faits économiques, parmi les phénomènes intéressants à observer au cours du xix^e siècle, il en est deux sur lesquels on ne saurait vraiment négliger de s'arrêter : l'affaiblissement du pouvoir d'achat des métaux monétaires et la concentration dans les caisses des grandes sociétés de crédit des capitaux flottants.

L'affaiblissement du pouvoir d'achat des métaux monétaires a entraîné deux conséquences : d'une part, la hausse du prix des choses nécessaires à l'existence et, partant, l'élévation du salaire, celui-ci étant normalement déterminé, d'après l'école classique, par le coût de la vie, — d'autre part, la diminution du taux de l'intérêt.

La concentration dans les caisses des grandes sociétés de crédit des capitaux flottants, ou, pour autrement parler, du contenu de ce légendaire bas de laine parfois un peu trop raillé, est aujourd'hui si apparente, si accentuée, qu'on a pu parler d'« oligarchie financière ».

C'est à cette seule manifestation de la concentration que nous nous proposons de nous arrêter, laissant de côté, malgré tout l'intérêt qu'en comporterait l'étude et le rapport étroit qui en ressort, le mouvement de centralisation dans les banques d'émission qui se produit à la fois sous forme d'une tendance de plus en plus accusée au monopole privé ou d'État, d'une augmentation du chiffre de l'encaisse métallique et d'une augmentation du nombre des succursales et places bancables.

Ce mouvement de concentration dans les grandes banques de dépôt françaises, bien que d'origine récente, puisqu'il se présente avec la fin du xix^e siècle, a déjà donné lieu à de si vives discussions parmi les économistes les plus qualifiés, que nous avons pensé qu'il pouvait être intéressant d'en rechercher les causes, d'en distinguer les manifestations et les résultats, puis, de présenter ensuite les critiques faites et les solutions proposées ; tel sera l'objet de notre thèse qui comportera, en conclusion, notre humble manière de voir dans la circonstance.

Ainsi, dans une Première Partie, nous tenterons l'étude intrinsèque du mouvement en question et nous consacrerons notre Deuxième Partie à ses conséquences, inconvénients et avantages, au point de vue de l'orientation de l'activité et de la fortune nationales.

PREMIÈRE PARTIE

Etude du mouvement de concentration dans les banques de dépôts.

Nous diviserons l'étude du mouvement de concentration dans les banques de dépôts en trois chapitres :

CHAPITRE I^{er}. — Causes économiques de la concentration en général. — Motifs particuliers de la concentration dans le commerce de banque.

CHAPITRE II. — Historique des sociétés de crédit en France. — Procédés d'extension de ces sociétés.

CHAPITRE III. — La concentration dans les sociétés de crédit en Angleterre et en Allemagne.



CHAPITRE I^{er}

Causes économiques de la concentration en général. — Motifs particuliers de la concentration dans le commerce de banque.

SECTION I

La concentration en général.

« Pour pourvoir à des besoins croissants et pour approvisionner un marché dont la circonférence s'élargit sans cesse, la production tend à évoluer depuis les modes les plus humbles de la production individuelle ou familiale jusqu'à ceux de la grande entreprise groupant des milliers de travailleurs et des millions de capitaux. Cette tendance à grouper, à concentrer sur un point le maximum de forces productives, est dite la loi de concentration. » (1)

(1) CHARLES GIDE, *Cours d'Economie politique*, 1909, p. 173.

La tendance générale de notre époque est de substituer l'entreprise collective à l'entreprise individuelle dont les moyens sont moins puissants. Karl Marx faisait de la loi de concentration un des pivots de sa doctrine et posait que le régime individuel « exclut la coopération sur une grande échelle, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le concert et l'unité dans les fins, les moyens et les efforts dans l'activité collective ». Et il ajoutait : « Perpétuer le régime de la production isolée, ce serait décréter la médiocrité en tout. »

Ces paroles sont empreintes d'une exagération systématique, mais ce n'est cependant pas une raison suffisante pour refuser d'en retenir la grosse part de vérité.

La concentration des entreprises, le groupement des forces de production, est un fait qui s'explique aisément par les avantages mêmes qu'il comporte. Il nous suffira d'ailleurs de rappeler ces avantages sans les analyser : économie de travail, économie d'emplacement, économie de capitaux. La concentration permet une diminution des frais de production ; les dépenses de toute entreprise peuvent en effet se diviser en trois groupes, se ranger sous trois chefs : matières premières, main-d'œuvre, frais généraux. Pour ce qui est de la consommation des matières premières, elle est à peu près proportionnelle à la production ; il faut cependant remarquer que dans une entreprise très concentrée, il est plus facile d'utiliser les déchets que dans une entreprise restreinte. Mais, pour

les deux autres chefs de dépenses, main-d'œuvre et frais généraux, il n'est pas discutable qu'ils ne suivent pas la même progression que la production. Les dépenses de loyer, d'éclairage, de chauffage, en un mot toutes celles qu'on peut appeler dépenses indivisibles, celles qu'on ne peut répartir sur tel ou tel article, ne croissent pas dans une mesure aussi rapide que l'importance même de l'industrie ou du commerce considérés.

Ainsi donc, permettant une meilleure utilisation des gens et des machines par une plus complète division du travail, offrant un emploi aux déchets auparavant inutilisés, tendant à rapprocher le prix de vente du prix de revient, la loi de concentration se présente comme un cas particulier de la loi universelle d'association et la concentration s'est généralisée dans l'industrie comme étant l'application logique de la loi du moindre effort.

SECTION II

La concentration dans le commerce de banque.

La concentration dans l'industrie se conçoit assez difficilement isolément ; dérivant de la loi universelle d'association, le mouvement a été général et la concentration des capitaux a suivi parallèlement la concentration dans l'industrie.

Les causes générales du mouvement de concentration

des banques sont à peu près les mêmes que celles que nous avons énoncées précédemment. On peut néanmoins présenter différemment ces causes et relever des différences particulières selon les pays.

Plus encore que pour les autres industries, la concentration est pour ainsi dire obligatoire dans la banque. La cause générale tenant à la diminution du coût de production joue ici très complètement, la banque empruntant en somme pour prêter et le prix de vente étant le taux du prêt ; la concurrence des banques devait donc fatalement aboutir à cette concentration, à raison de la tendance du prix de vente à rejoindre le prix de revient. L'utilisation des déchets est aussi à faire entrer en ligne de compte, ces déchets étant, dans l'espèce, représentés par les petites opérations qui seraient improductives si elles étaient peu nombreuses.

Mais pour ce qui regarde la cause générale de concentration relative à l'économie réalisée sur les frais généraux de l'entreprise, il faut bien remarquer, en ce qui a trait aux grands établissements de crédit, que cette cause n'a eu aucun effet. Par la variété de leurs opérations, en effet, et par l'existence sur tout le territoire de nombreux comptoirs, les sociétés de crédit ont besoin d'un très grand nombre de collaborateurs et ceux-ci, disséminés, constituent autant de cellules distinctes douées d'un organisme propre, supportant individuellement leurs frais généraux et reliées seulement pour

la direction à un siège central. Ainsi, pour cette raison, la diminution des frais généraux ne doit pas se manifester ici comme dans toute autre entreprise industrielle ; mais il faut ajouter que cette situation même présente cet autre avantage appréciable de se prêter à la division des risques par application de la loi des grands nombres.

Il y a, en dehors des causes générales sur lesquelles nous venons de dire un mot, des causes spéciales, particulières, qui ont obligé les banques à étendre leurs opérations commerciales et financières et à drainer à leur profit les capitaux dormants qui constituent ce qu'on a pu appeler l'épargne *fainéante* du pays.

Ces causes spéciales de la concentration des capitaux monétaires dans les banques de dépôts peuvent se diviser en causes psychologiques et en causes matérielles et techniques, distinction qui n'a cependant rien de parfaitement absolu, les unes et les autres desdites causes étant parfois très rapprochées ou intimement liées.

Parmi les causes psychologiques, nous mentionnerons :

a) La volonté réfléchie du public français de se servir des grandes banques pour toutes les opérations qui se rattachent à la fortune mobilière. Alors qu'autrefois, le contenu du bas de laine allait chez le notaire ou à la petite banque locale, ce sont aujourd'hui les établissements de crédit qui le reçoivent ; autrefois, ces fonds étaient stériles, aujourd'hui, leur utilisation immédiate

les rend féconds. Les grandes institutions de crédit ont elles-mêmes, il est vrai, été pour beaucoup dans le mouvement d'opinion qui tend à porter jusque dans les classes les plus humbles la confiance dans le crédit, avec des habitudes nouvelles de placement. Cette volonté réfléchie du public de se servir ainsi des sociétés de crédit, qui apparaissent ainsi comme les gérantes de toutes les petites et moyennes fortunes de notre pays, s'affirme d'une façon incontestable par l'accroissement constant du nombre des comptes ouverts dans ces établissements. A lui seul, le Crédit Lyonnais en comptait 516.376 au 31 décembre 1909 et on peut sans exagération estimer à deux millions le nombre de déposants ou d'épargnants qui utilisent pour leurs affaires nos grands établissements de crédit.

b) Il faut distinguer aussi à cette concentration des capitaux une cause plus spéciale à la France, tenant à la force même de l'épargne. Le rentier français est économe : comme le disait M. Liesse (1), « le peuple français a dans le sang le sentiment de l'épargne comme l'Ecosais et le Genevois ont dans le sang le sentiment de la banque ». Il est aisé de constater, en effet, que depuis qu'il y a eu « l'éperon excitant » des premiers emprunts,

(1) Conférence faite en février 1910 à la Fédération des industriels et commerçants français sur le rôle et la fonction de la Banque de France dans l'organisation du crédit en France.

depuis surtout les emprunts contractés pour l'établissement des premières lignes de chemins de fer, l'épargne française n'a pas cessé de croître. Notre pays, peut-on dire, produit des capitaux comme l'Angleterre de la houille et les Etats-Unis du blé ; la production des capitaux est devenue chez nous presque une industrie nationale et ce n'est pas sans fondement que M. Briand pouvait dire, dans un récent discours, que « l'or de notre pays ruisselle sur le monde entier », et le prince de Bulow que « les Français étaient un peuple de rentiers enrichis par le travail de l'étranger » :

Par l'éducation financière de notre population, éducation qui progresse toujours, les grandes sociétés de crédit dont nous étudierons plus loin la genèse et le développement sont arrivées à aspirer les reliquats de l'épargne nationale pour les réunir et les diriger vers le commerce et l'industrie qui se trouvent ainsi fécondés.

c) La confiance et la sécurité qui règnent aujourd'hui dans la plupart des pays civilisés sont encore à mentionner parmi les causes de concentration des capitaux ; les idées humanitaires et pacifiques à peu près universellement répandues n'ont pas peu contribué à la prospérité de nos grands établissements de crédit.

d) Enfin, il existe une autre cause psychologique de la concentration des capitaux monétaires, c'est la préférence très marquée du public pour le billet de banque

en général et spécialement pour les billets des petites coupures, d'usage plus courant (1).

Cette préférence indique manifestement un progrès sensible dans l'éducation économique générale. Selon leur degré de développement commercial, les peuples préfèrent successivement l'or à l'argent, les billets à l'or et les chèques aux billets, le progrès semblant être d'adopter une monnaie sans cesse plus légère (2).

Ainsi, la monnaie métallique, chassée de la circulation par les billets de petites coupures, vient se réfugier d'abord dans les caisses des grandes banques de dépôts et, de là, se concentrer dans les caves de la Banque de France sur laquelle repose ainsi la conservation et la garde du capital métallique national : l'encaisse or de la Banque de France s'élève en moyenne actuellement à 3 milliards 1/2.

Nous allons considérer maintenant, en dehors de ces causes d'ordre psychologique à la concentration des

(1) C'est en 1857 que la Banque de France a reçu l'autorisation d'émettre des billets de 50 francs ; elle n'a d'ailleurs profité de ce droit que sept ans après. En 1909, il a été émis pour 550.000.000 de billets de 100 francs et pour 256.250.000 de billets de 50 francs, ce qui fait un total de plus de 800 millions de francs pour les petites coupures.

(2) Cf. EDMOND THÉRY, *Les Arrivages d'or*, Economiste européen, 8 mai 1892.

capitaux monétaires dans quelques établissements, des causes d'ordre matériel particulières au commerce de banque.

L'évolution se produit simultanément dans toutes les branches de l'activité humaine ; ainsi le mouvement de concentration, nous l'avons dit, s'est développé dans le commerce de banque parallèlement au mouvement de concentration dans l'industrie. Le lien est d'ailleurs très étroit, car le dernier mouvement qui vient d'être mentionné est lui-même issu en grande partie de l'extension prise par les sociétés anonymes par actions où l'élément réel, l'*intuitus pecuniæ*, a remplacé l'élément personnel trop instable des sociétés en nom collectif.

Les lois qui régissent ces sociétés anonymes n'ont pas été sans influence sur leur croissance. « La loi de 1867 sur les sociétés par actions, en supprimant l'autorisation gouvernementale préalable, dit M. Lefranc (1), a créé l'instrument démocratique qui devait, nécessairement, naître et grandir. Elle a eu les conséquences heureuses qu'en attendaient ses auteurs. Sous le seul rapport des sociétés de crédit, on a vu tour à tour celles d'entre elles qui vivaient sous le régime de l'autorisation préalable, se transformer successivement en sociétés anonymes libres, tandis que beaucoup d'autres venaient à la vie,

(1) A. LEFRANC, *La liberté du commerce et les Etablissements de crédit* (Floury, édit. Paris, 1910), page 2.

grandissaient, traversaient des crises salutaires et prenaient finalement des places prépondérantes dans notre organisme financier. »

Les lois postérieures sur les sociétés, et en particulier celle du 1^{er} août 1893, en abaissant le chiffre minimum des actions (25 fr. ou 100 fr., suivant l'importance du capital social), ont permis aux très petits épargnants d'accéder à la propriété mobilière à laquelle l'opinion réserve une faveur pleinement justifiée d'ailleurs et ont obligé les banques à une concentration sans cesse plus considérable. Nos grandes sociétés de crédit françaises, bien que, à la différence des banques allemandes, s'écartant par tactique de toute commandite à l'industrie, n'en émettent pas moins des actions et obligations industrielles leur assurant un énorme profit et incitant infailliblement la petite épargne à venir se compter aux guichets de ces sociétés.

Une autre cause toute matérielle de la concentration des capitaux monétaires doit être aperçue dans les très réelles difficultés de l'exercice de la profession de banquier dépositaire. C'est que cette profession exige la disposition de puissants moyens financiers. Pour édifier les vastes constructions, les immeubles spacieux que nécessitent les multiples services des banques modernes, pour établir les salles de conservation de titres et de coffres-forts avec les installations souterraines qu'elles comportent, afin de donner toutes garanties et toute sécurité

aux déposants contre le vol, l'incendie, l'inondation, il faut immobiliser d'énormes capitaux.

Une autre cause. Notre pays, enfin, n'est pas un pays neuf capable d'absorber à lui seul l'épargne annuelle pour la création ou l'amélioration de l'outillage national. Les capitalistes français — et ils sont nombreux par le fait de nos lois successorales qui broient en quelque sorte le patrimoine familial, — les capitalistes français qui ont vu baisser depuis de longues années déjà le taux de l'intérêt (1), se trouvent naturellement obligés de demander aux sociétés de crédit, en attendant un placement rémunérateur, l'hospitalité pour leur petit pécule. Et, non seulement ces sociétés se sont prêtées à la combinaison par le service d'un léger intérêt aux déposants, mais elles se sont ingénérées à favoriser cette tendance et à opérer le drainage des capitaux flottants, capitaux destinés ensuite en grande partie à des placements à l'étranger. Il faut ajouter, bien entendu, que les intérêts annuels de ces placements sont encore destinés à grossir notre stock monétaire et à suivre la même direction.

Voilà quelles ont été les causes de la concentration dans le commerce de banque. Cette concentration a obéi

(1) D'après M. EDMOND THÉRY, l'épargne nouvelle placée en valeurs mobilières françaises a successivement produit un revenu net de 6 fr. 05 % en 1850, de 5 fr. 30 % en 1869, de 4 fr. 50 % en 1880, de 3 fr. 60 % en 1890 et de 3 fr. 28 % en 1907.

au mouvement général du développement industriel qui a nécessité et nécessitera encore d'énormes capitaux qui ne pouvaient être fournis isolément et exigeaient ces puissants organes que sont nos sociétés de crédit.

Nous allons examiner maintenant comment se sont créées et développées ces sociétés de crédit en France.



CHAPITRE II

Historique des sociétés de crédit en France

SECTION I

Création et développement de nos sociétés de crédit.

L'origine première de la concentration en France, coïncide avec la création de la Banque de France par le Premier Consul. Nous ne croyons pas devoir rappeler ici les circonstances de cette création, mais nous ne pouvons passer sous silence les opérations dont elle fut chargée, à savoir : 1° l'escompte des effets de commerce ayant au plus quatre-vingt-dix jours d'échéance et portant trois signatures de personnes notoirement solvables ; 2° le recouvrement de valeurs, avec faculté de consentir des avances sur les recouvrements lui paraissant certains ; 3° l'ouverture de comptes-courants ; 4° l'émission de billets au porteur et à vue.

Cette dernière attribution de la Banque de France devait nécessairement limiter l'étendue de ses autres opérations ; et, les besoins grandissants du commerce et de l'industrie qu'elle n'arrivait plus à satisfaire devaient, après la crise de 1848, se tourner vers des sociétés de crédit dont le mouvement devait rapidement dépasser le

La crise de 1848 faillit faire sombrer tout l'édifice financier de la France, balayant les banques d'émission départementales, obligeant la Banque de France à établir le cours forcé.

Par le décret du 7 mars 1848, le Gouvernement provisoire décida de créer dans toutes les villes industrielles et commerciales de France un Comptoir National d'Escompte dont le capital serait fourni : un tiers par des souscripteurs, un tiers en obligations versées par les villes où ces Comptoirs s'ouvriraient et un tiers par l'Etat en bons du Trésor. Le crédit national allait ainsi se trouver restauré et les Comptoirs allaient fournir au papier à escompter la troisième signature exigée par la Banque de France (1).

Le 8 mars 1848, le Comptoir National d'Escompte de Paris se fonda sur ce principe au capital de 20 millions de francs. En 1854, l'avance de 3 millions en bons du

(1) Cf. LÉON BARÉTY, *La concentration des banques de province en France*, Annales des Sciences politiques, 15 janvier 1910.

Trésor faite par l'Etat lui fut restituée en espèces et le Comptoir se constitua, le 28 juillet, en simple société anonyme à responsabilité limitée. Par suite du développement des affaires et de l'activité des transactions, le capital social primitif fut doublé en 1860 et quadruplé en 1866 (80 millions), mais, le 5 mars 1889, par suite de rapports trop intimes avec la Société des Métaux, le Comptoir s'effondra. Cependant, grâce à l'intervention de la Banque de France qui, en cette circonstance, avança 440 millions sur garantie d'effets de commerce et de titres, une nouvelle société se constitua sur les ruines de la première, dès le 11 juin de la même année, au capital de 40 millions. Ce capital, après des augmentations progressives, vient d'être récemment porté à 200 millions.

La Société Générale de Crédit Industriel et Commercial a été fondée le 7 mai 1859 par le marquis d'Audifret, avec le concours d'une association de banquiers et de négociants. Ce fut, à proprement parler, notre première banque de dépôts : ses opérations, très nettement délimitées, devaient être des opérations de banque véritables, c'est-à-dire n'immobilisant pas pour de longues périodes les capitaux confiés par les déposants.

La loi du 24 juillet 1867 permettant aux sociétés déjà existantes de se placer sous son régime, le Crédit Industriel et Commercial se transforma, en 1887, en société

anonyme. Son capital est actuellement de 100 millions, dont un quart versé.

Le Crédit Lyonnais fut à l'origine une banque locale ; constitué à Lyon le 6 juillet 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée au capital de 20 millions de francs, il se transforma, lui aussi, en 1872, en société anonyme et porta son capital à 50 millions. Puis ce capital subit des augmentations successives pour arriver, en 1900, au chiffre de 250 millions.

La Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France fut fondée en 1864. Son capital, qui était alors de 120 millions, s'est trouvé à plusieurs reprises considérablement augmenté, si bien qu'il est actuellement de 400 millions, dont la moitié versée.

Nous devons enfin citer la Société Marseillaise du Crédit Industriel et de Dépôts, fondée à Marseille en 1865 au capital de 20 millions, porté à 50 en 1907. C'est, après le Crédit Lyonnais, la plus importante et la plus ancienne des sociétés de dépôts départementales.

Cette énumération de nos plus grands établissements de crédit faite, nous devons étudier les méthodes dont ils ont usé pour hâter la concentration des capitaux.

SECTION II

Les procédés d'extension des sociétés de crédit françaises.

A en juger seulement par l'accroissement de leur capital social, accroissement que nous venons de constater, nos grandes sociétés de crédit se sont considérablement étendues depuis leur origine. Mais ce n'est pas là un fait qu'il suffit d'enregistrer, il faut encore se l'expliquer et c'est pourquoi nous allons examiner les procédés employés par les grandes sociétés de crédit dans leur extension territoriale, financière et commerciale.

« L'organisation de nos sociétés de dépôts est unique, c'est un modèle du genre, un chef-d'œuvre, elle n'a son pendant nulle part ailleurs. On peut comparer cette organisation à un engin de pêche formidable, à une sorte de nasse gigantesque qu'on a jetée sur la France, et qui y est si habilement disposée, que tous les poissons doivent y entrer... » (1). En laissant de côté la verve critique de l'ardent polémiste qui a écrit ces lignes dans son plaidoyer contre les sociétés de crédit, il faut bien reconnaître que les expressions sont assez exactes au fond pour donner l'image de l'accroissement extraordi-

(1) Cf. *La Grande Revue*, 1909, série d'articles parus sous le pseudonyme de Lysis.

naire dans le nombre des agences des trois premières de nos sociétés de crédit : Comptoir d'Escompte, Société Générale, Crédit Lyonnais. Le Crédit Industriel et Commercial ne nous offre pas le même spectacle, s'étant interdit de créer des sièges en province par une convention conclue avec beaucoup de banquiers dont il est le correspondant à Paris.

En 1880, le Crédit Lyonnais n'avait que 28 sièges en France, 9 agences à l'étranger et 33 bureaux à Paris, soit au total 70 sièges. En 1910, il compte à Paris et en banlieue 53 bureaux, en province 170 sièges et, à l'étranger et aux colonies, 18 agences, ce qui fait un total de 241 sièges.

En 1889, le Comptoir National d'Escompte de Paris avait modestement 3 agences en France et 6 à l'étranger. Aujourd'hui, il compte 52 bureaux à Paris et en banlieue, 152 sièges en province, 24 à l'étranger et aux colonies, soit un total de 228 sièges.

Mais la palme est réservée de beaucoup à la Société Générale qui, de 1901 à 1910, a fait passer le nombre de ses sièges de 308 à 755, ainsi qu'il ressort des chiffres ci-après : en 1901, 57 bureaux à Paris et en banlieue, 89 en 1910 ; en 1901, 250 sièges en province, 664 en 1910 ; et, en 1910, deux sièges pour l'étranger et les colonies, alors qu'il n'y en avait qu'un en 1901. Et si, dans le nombre des agences à l'étranger, nous faisons entrer en ligne de compte les filiales de la Société Génér-

rale, Société Française de Banque et de Dépôts, Société Suisse de Banque et de Dépôts, Société Générale Alsacienne de Banque, Banque du Nord, nous arriverions à un chiffre d'agences assez voisin de 1.500.

Telle est cette « nasse gigantesque » dont parle âprement Lysis et dans laquelle, selon lui, « tous les poissons doivent entrer ».

Comment s'est constituée cette nasse ? — Disons d'abord que les méthodes ont été différentes suivant l'époque de la fondation des sociétés que nous envisageons. La Société Générale et le Crédit Lyonnais, fondés à peu près à la même époque, ont créé des succursales et multiplié des guichets pour concurrencer directement les banques locales de leur région. Celles-ci, désorientées et ne sachant ou ne pouvant lutter, ont disparu ou se sont laissées absorber en devenant succursales des établissements acquéreurs.

Ce procédé de l'absorption, de l'amalgamation, beaucoup plus courant en Angleterre que chez nous, a été pratiqué par le Crédit Lyonnais qui a acheté à Grenoble la maison Gaillard, et plus encore par le Comptoir National d'Escompte qui, entré en scène seulement en 1889, eut plus de difficultés à s'installer là où se trouvaient déjà le Crédit Lyonnais et la Société Générale, et dut profiter de la crise des banques locales pour amener celles-ci à se laisser acheter. C'est ainsi qu'il absorba successivement les maisons Lafargue et C^{ie}, à Bordeaux, en 1890,

J. Fourgassié aîné à Mazamet (1893), Ozanne à Toulouse (1893), la Banque Rouennaise à Rouen (1895), Deleginier à Cognac (1897), Smith à Monte-Carlo (1903), Mérillion à Pau et Vignès à Troyes (1904) (1).

Cette énumération fait ressortir l'effort important qu'ont fait les grandes sociétés de crédit pour étendre leur influence sur tous les points de notre territoire et même à l'étranger. On conçoit aussi combien il leur était indispensable pour atteindre ce développement de posséder des ressources très considérables ; ces ressources, elles les ont demandées à la fois à leurs actionnaires et à leurs déposants.

L'extension territoriale des grands établissements de crédit a entraîné leur extension financière et celle-ci s'est traduite par des augmentations de capital, de réserves et de dépôts.

Voici à cet égard des chiffres pleinement significatifs, touchant les réserves, les augmentations de capital émis ayant été plus haut signalées.

Les commissaires des comptes du Comptoir National d'Escompte de Paris déclarent dans leur rapport présenté à l'Assemblée générale ordinaire du 5 avril 1910 (2) :

(1) Cf. LÉON BARÉTY, *op. cit.*, p. 45.

(2) Rapport présenté par le Conseil d'administration, la Commission permanente de contrôle et les Commissaires annuels (Paris, Chaix, 1910), page 14.

« L'exercice 1909 a été principalement marqué par l'augmentation du capital qui a été porté de 150 à 200 millions de francs. Cette importante opération, qui a déjà favorisé le développement des affaires de la société, s'est effectuée avec la plus grande facilité.

« Par un prélèvement sur la prime d'émission des actions nouvelles, le montant de vos réserves s'est accru de 12.800.000 francs, en plus de l'augmentation automatique de la réserve statutaire et de la réserve immobilière. Le total des réserves de toute nature se présente au bilan du 31 décembre 1909 pour 34.491.508 fr. 20, contre 20.720.091 fr. 85, soit en plus 13.471.416 fr. 35 sur le bilan de l'an dernier ».

Pour la Société Générale (1), le chiffre de la réserve accusé au bilan du 31 déc. 1909 est de 63.322.984 fr. 58; pour le Crédit Lyonnais (2), ce chiffre est de 125.000.000 et de 20.000.000 pour le Crédit Industriel et Commercial (3), dont 10 millions de réserve statutaire et 10 millions de réserve extraordinaire.

Passons à l'accroissement des dépôts.

(1) Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 24 mars 1910 (Paris, Chaix, 1910).

(2) Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire du 19 mars 1910 (Paris, Lahure).

(3) Compte-rendu à l'Assemblée générale des Actionnaires du 15 mars 1910 (Paris, Georges Petit, 1910), page 10.

M. Jules Domergue (1) nous donne sur ce point un tableau très suggestif que nous reproduisons ci-dessous :

	Millions de francs		
	31 décembre 1897.	31 décembre 1908.	Augmentation de 1897 à 1908.
Crédit Lyonnais.			
Dépôts à vue.....	930	1 741	811
— à terme	48	41	— 7
Total	978	1.782	804
Société Générale.			
Dépôts à vue.....	177	1.118	941
— à terme	111	168	57
Total	288	1.286	998
Comptoir d'Escompte.			
Dépôts à vue	373	915	542
— à terme	61	60	— 1
Total	434	975	541
Crédit Industriel.			
Dépôts à vue	95	160	65
— à terme	14	33	19
Total	109	193	84

L'addition de ces chiffres fait ressortir pour 1897 un total de dépôts de 4.809 millions pour les quatre grandes sociétés réunies, et, pour 1908, un total de 4.236 mil-

(1) Cf. JULES DOMERGUE, *La Question des Sociétés de crédit* (Bauche édit. Paris 1910), page 50.

lions, ce qui fait une augmentation de 2.427 millions à dix années d'intervalle.

Après avoir constaté l'extension territoriale et l'extension financière des grandes sociétés de crédit, il nous reste à parler de leur extension commerciale ou, pour mieux dire, de l'extension de leurs opérations.

Ici encore, nous assistons à un développement rapide. Alors que primitivement ces sociétés ne faisaient que des opérations d'escompte, des reports et consentaient des avances, elles font en outre, aujourd'hui, des opérations beaucoup plus rémunératrices, ordres de bourse, placements de titres, de valeurs françaises et étrangères, garde de titres, lettres de crédit, etc... Les diverses agences de province jouent dans l'organisation financière du pays un rôle important : « Elles offrent au public, sur les points les plus divers et les plus reculés du territoire, des facilités multiples : facilités pour les ouvertures de crédit, pour les escomptes commerciaux, pour la garde des titres, pour l'encaissement des coupons et l'exécution des ordres de bourse ; partout les services qu'elles ont rendus leur attirent une clientèle nombreuse qui leur demeure fidèle et qui s'accroît chaque jour. Elles prêtent au public le plus large concours aux conditions les plus avantageuses.

« Telle région leur confie le produit de son épargne ; telle autre, plus active ou dont le développement s'effec-

tue dans de meilleures conditions, est heureuse de trouver leur crédit à sa disposition : les divers sièges se trouvent ainsi amenés à équilibrer leurs ressources en les répartissant entre eux pour le plus grand profit des affaires en France (1). »

L'extension territoriale, l'extension financière et l'extension des opérations des sociétés de crédit sont intimement liées et s'appellent l'une l'autre. On peut, en effet, ramener à la formule « Emprunter pour prêter » la plupart des opérations de banque, le bénéfice du banquier consistant dans la différence entre le taux de l'intérêt qu'il paie à ceux qui lui procurent des capitaux et le taux de l'intérêt qu'il perçoit de ceux à qui il en prête. Cette différence est d'ailleurs très minime : le banquier alloue à ses déposants un intérêt variant de 1/2 à 2 ou 3 % suivant l'importance de la somme déposée et la durée du dépôt et il ne reçoit de ses emprunteurs qu'un intérêt calculé suivant le genre d'opérations et le crédit du client qui dépasse rarement, commissions comprises, 4 à 5 %. C'est donc avec ce faible pourcentage de bénéfices que les grandes sociétés de crédit doivent rémunérer un très important capital engagé, et comme la seule marchandise qu'elles vendent c'est l'argent et la matière première qu'elles offrent, le crédit, il importe au plus haut point pour ces sociétés de faire un chiffre

(1) Rapport du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais à l'Assemblée générale du 19 mars 1910 (p. 5).

d'affaires considérable ; on conçoit qu'un commerçant ordinaire ne pourrait, ou tout au moins ne voudrait, se contenter d'un aussi faible bénéfice. Pour que ce bénéfice soit acceptable, il faut qu'il porte sur des opérations très étendues et par là s'explique l'extension si remarquable des opérations des sociétés de crédit.

Le bilan des quatre grandes sociétés accuse pour 1909 les bénéfices suivants :

Crédit Lyonnais	37.615.243 25
Société Générale.....	15.073.766 70
Comptoir d'Escompte.....	14.286.162 68
Crédit Industriel	3.784.743 16

Enfin voici, pris au hasard dans l'année 1910, quelques cours des actions de ces mêmes sociétés faisant ressortir un intérêt de 3,50 à 4,20 $\%$, ce qui n'est pas exagéré :

	6 janvier.	22 juin.	31 août.
Crédit Lyonnais.....	1.390 »	1.410 »	1.450 »
Actions de 500 fr. (tout versé).			
Société Générale.....	704 »	731 »	735 »
Actions de 500 fr. (250 fr. versés).			
Comptoir d'Escompte . .	796 »	840 »	835 »
Actions de 500 fr. (tout versé).			
Crédit Industriel.....	730 »	710 »	717 »
Actions de 500 fr. (1/4 versé).			



CHAPITRE III

La concentration dans les sociétés de crédit en Angleterre et en Allemagne

Nous avons vu comment les grandes sociétés de crédit avaient réalisé en France la loi de concentration, nous aurons à dire dans la seconde partie de notre étude qu'un des résultats de cette concentration est d'avoir jeté dans la circulation générale plus de quatre milliards qui, autrefois inactifs, sont venus contribuer à l'abaissement et à la fixité du taux de l'escompte dans notre pays; nous aurons à envisager aussi les conséquences de l'état de choses créé par les sociétés de crédit, mais nous devons auparavant compléter la première partie de cette étude par l'examen rapide des procédés suivis par les banques anglaises et allemandes pour réaliser la concentration dont nous parlons.

Les caractéristiques financières des trois pays considérés, France, Angleterre et Allemagne, sont sensiblement différentes.

En France, la grande abondance d'espèces métalliques est de nature à prévenir des difficultés que connaissent assez généralement tous les autres pays. En Angleterre, pour suppléer à l'insuffisance du numéraire, les moyens de compensation ont été l'objet d'un développement remarquable, le *clearing house* de Londres en est la preuve. Il n'est pas de pays où l'usage du chèque soit plus répandu qu'en Angleterre. En Allemagne, l'abondance des espèces est moindre qu'en France, et les procédés de compensation anglais ne sont pas largement pratiqués. L'Allemagne ne connaît pas la réglementation rationnelle du chèque et la pratique des virements qui font la force du crédit en Angleterre.

Cette situation différente des trois Etats devait imprimer à la politique de leurs banques un caractère différent suivant le pays.

Nous avons vu qu'en France l'origine première de la concentration des capitaux est dans la création de la Banque de France et que le mouvement de concentration date de la fondation des sociétés de crédit dont l'apparition coïncide avec des symptômes d'affaiblissement des banques locales ; nous avons vu, au surplus, comment ces sociétés de crédit ont réalisé la concentration des capitaux.

Longtemps, en Angleterre, on ne jugea pas possible la fondation de banques de dépôts, à raison du privilège

de la Banque d'Angleterre, restreint, il est vrai, en 1826 à la cité de Londres et à un périmètre de 60 milles autour de Londres, en sorte que, du fait de l'*act*, il ne pouvait pas y avoir dans ce périmètre de banques privées comprenant plus de six associés.

Cependant, il arriva qu'on remarqua que le privilège de la Banque d'Angleterre était limité à l'opération essentielle de cette banque, l'émission des billets, et, en 1834, fut fondée la première banque par actions destinée à recevoir des dépôts, la *London and Westminster Bank*. D'autres banques ne tardèrent pas à se fonder, mais les banquiers qui, antérieurement, avaient constitué leur petit clearing, refusèrent de les reconnaître, en sorte que ces banques par actions se trouvaient obligées de conserver pour les jours d'échéance des capitaux considérables. En 1854, l'admission de ces banques au clearing fut décidée et aussitôt elles prirent un essor très rapide.

Aujourd'hui, en Angleterre, 26 banques de dépôts avec plus de 5.000 succursales concentrent presque toutes les opérations ; le chiffre total des dépôts excède cinq fois celui des dépôts français et l'activité du clearing house en est augmentée par le fait même. La concentration des capitaux a été réalisée par la fusion, par l'amalgamation des banques, non par leur centralisation comme en France. Les grandes banques locales se sont amalgamées dans les grandes banques de Londres, et

l'ancien banquier est devenu une simple fraction d'un conseil d'administration. Ceci n'est d'ailleurs pas sans présenter d'assez gros inconvénients, entre autres celui tenant à l'accumulation dans les portefeuilles des banques de valeurs difficiles à surveiller.

Ce qui est bien particulier au système anglais, c'est que les banques de dépôts et les banques d'affaires sont nettement distinctes, alors qu'on a pu dire qu'en Allemagne tous « les genres sont mêlés » et que la France pratique un système mixte.

Les banques anglaises qui reçoivent des dépôts s'appellent les *joint stocks banks* ; elles s'interdisent toutes autres opérations que l'escompte, les reports et les opérations analogues qui constituent, à proprement parler, les opérations courantes de banque.

Parallèlement existent d'autres établissements qui ne reçoivent pas de dépôts et opèrent, soit avec leur capital propre, soit avec les ressources fournies par des commanditaires. Ces derniers établissements peuvent prendre des participations dans les affaires industrielles.

Tel est le système anglais.

En Allemagne, la concentration dans l'industrie de la banque s'est poursuivie très rapidement, mais paraît aujourd'hui se ralentir.

Alors qu'en France, les établissements de crédit procédèrent comme les banques anglaises en absorbant des

banques locales pour en faire leurs succursales, les Instituts berlinois ont bien de même créé des succursales, mais ils ont, en outre, transformé des maisons de banques privées en sociétés par actions dont ils se sont assuré la majorité. Autrement encore, ils ont commandité des banques locales ou pris chez elles des participations d'intérêts, en sorte qu'ici la commandite marque le prélude de l'absorption.

Aux causes générales de la concentration des banques se sont ajoutées en Allemagne des causes particulières tenant à l'effet de certaines lois de finances, telles que la loi sur les dépôts et la loi sur les bourses (1) qui ont accru notablement la supériorité des grandes banques, tenant aussi à la crise de 1900-1901, qui a démontré la nécessité de répartir les risques.

En 1906, on a vu la Deutsche Bank s'annexer la maison Bühler et Heymann d'Augsbourg, en plus de deux vieilles maisons de Breslau et de Guben, pendant qu'une de ses filiales, l'Essener Creditanstalt, s'annexait elle-même la Westphälischer Bankverein et l'Ahlener Bankverein. Ces opérations étaient du reste accompagnées, pour la Deutsche Bank, d'une augmentation de capital de 20 millions de marks venant après une augmentation de même chiffre faite en 1904, et, pour l'Essener Creditanstalt, d'une augmentation de 10 millions de marks.

(1) Cf. DEPITRE, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes*, Paris, 1905.

Le groupe de la Dresdner-Schaffhausens'cher Bank (1) donnait à la même époque le spectacle de la concentration par l'affiliation à la Dresdner Bank de maisons de Bautzen, d'Augsbourg et de Meissen et la fondation d'une succursale à Munich, alors que la Schaffhausens'cher Bank absorbait la Westdeutsche Bank et la maison Camphausen. Ces diverses opérations de ce groupe de banques entraînaient l'élévation de leur capital à 285 millions de marks en 1905 et à 325 millions en 1907.

De même, la Diskontogesellschaft fondait en 1905 à Nuremberg la Bayerische Diskontogesellschaft, et celle-ci, dès 1906, absorbait une série de petites banques et s'en annexait deux plus importantes, la Geestmunderbank et la maison Stahl et Federer.

Enfin, le groupe de la Darmstädter Bank va nous fournir des exemples de commandite préparant l'absorption ; ainsi, en 1905, elle s'annexe la maison Warschauer, de Berlin, qu'elle avait commanditée et, en 1907, la maison Edouard Loeb et C^{ie}, à Neustadt, et sa succursale à Landau.

Nous n'avons donné là que quelques exemples et non pas une énumération complète, car à côté des grands Instituts berlinois, il y aurait aussi à observer le mouvement de concentration dans les groupes moins puissants,

(1) En 1908 a été résilié le contrat qui liait la Dresdner Bank et le Schaaffhausensche Bankverein depuis la fin de 1903 et qui avait été conclu pour trente ans. Cette séparation a été rendue effective à dater du 1^{er} janvier 1909. (Cf. RAFFA-LOVICH, *Economiste français*, 8 mai 1909).

mouvement également très caractérisé : acquisition par la Mitteldeutsche Kreditbank, en 1908, de la firme North Kammeier et C^{ie} d'Essen qu'elle commanditait ; achat, en 1907, des maisons Severus Ziegler à Eisenach et Nicol Martin Scheler et fils, à Saalfeld, par la Bank für Thüringen qui les transforme en succursales, etc... M. Baréty rapporte encore un cas assez curieux de concentration par absorption : une firme de banque de Goslar ayant en août 1907 été déclarée en faillite avec un passif de 450 mille marks et un actif de 38.900, la Braunschweigische Bank und Creditbank offrit aux actionnaires 50 0/0 de leurs créances, et les créanciers, acceptant ces offres, décidèrent la liquidation extrajudiciaire de la maison en faillite par les soins de la Braunschweigische Bank, qui acquérait ainsi une nouvelle maison.

Entre 1870 et 1885, les Instituts berlinois dont nous venons de parler ont doublé d'importance ; leurs capitaux réunis représentaient à peine 180 millions de francs en 1870. Leur capital-actions s'est si considérablement accru depuis lors qu'il avoisine 2 milliards aujourd'hui (1).

Mais ce qu'il faut dire et ce qui est bien particulier à l'Allemagne, c'est qu'il existe entre les banques et l'industrie une coopération très étroite. Les banques, en effet, commanditent, quand elles n'administrent pas

(1) Cf. *Le Temps*, 15 janvier 1906 ; — LÉON BARÉTY, *La Politique des Banques allemandes*, Annales des Sciences politiques, n° du 15 mars 1908.

elles mêmes de très nombreuses entreprises. L'Allemagne ne connaît réellement pas la banque de dépôt, les particuliers ne livrent pas habituellement leur argent en dépôt, mais ils livrent directement leurs épargnes à l'industrie et cette industrie c'est la banque qui l'a le plus souvent lancée ou lui a tout au moins fourni la plus grosse part des capitaux nécessaires. C'est à ses banquiers que l'Allemagne doit d'avoir accru aussi rapidement sa puissance économique.

M. Jules Huret, dans un livre documenté, indique que l'essor industriel et commercial des régions d'Elberfeld et de Barmen est dû au crédit énorme sans couverture offert à l'activité des fabricants par les banques (1).

Il est à remarquer sans doute que ces banques n'ont pas été sans éprouver des embarras particulièrement difficiles à vaincre à une époque où les Allemands n'avaient que de faibles économies et où par conséquent le chiffre des dépôts était relativement peu important.

On cite couramment des industriels qui ne se sont élevés et maintenus qu'avec l'appui des banques. L'usine Krupp elle-même a dû, et plus que beaucoup d'autres, compter beaucoup sur le crédit en blanc qui lui a été consenti. M. Baréty (2) nous rapporte que « l'admirable » fabrique de produits chimiques Frédéric Bayer d'Elberfeld, fondée par un tout petit négociant et qui est aujour-

(1) Cf. JULES HURET, *En Allemagne, Rhin et Westphalie*, 1907, pages 291-292.

(2) Cf. BARÉTY, *op. et loc. cit.*

« d'hui connue universellement, n'aurait pu arriver à ce
« développement sans l'appui des banques. Aujourd'hui,
« — ajoute-t-il, — elle enrichit les banquiers ! Les
« actions valent 550 % et rapportent 33 % de dividende ».

Le rôle des grandes banques berlinoises dans les créations d'affaires industrielles est considérable et il n'est pas sans intérêt d'ajouter que, se mettant pour ainsi dire tout au service d'industries particulières, elles se sont spécialisées.

Les industries électriques ont été particulièrement servies par la *Deutsche Bank*, ainsi du reste que les entreprises de transport et de navigation transatlantique.

La *Diskontogesellschaft* s'est surtout occupée d'entreprises de transport, comme la Hambourg-Amérika et le chemin de fer Varsovie Vienne ; elle a aidé aussi des mines et des charbonnages, comme la Gelsenkirchen, des industries électriques, comme l'*Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft* de Berlin et des fabriques de machines comme la *Berliner Maschinenbau*.

La *Dresdner Bank* a contribué aux succès des industries textiles et chimiques, telle que la fabrique de produits chimiques Heyden à Dresde. Elle s'est également intéressée aux mines et charbonnages de la Sarre et de la Moselle et à des usines électriques.

La *Schaffhausens'cher Bankverein* s'est plus particulièrement attachée aux mines et houillères et aux constructions de machines.

Enfin, une autre grande banque, la Darmstädter Bank, qui a pris comme dénomination complémentaire celle de *Bank für Handel und Industrie*, sans se spécialiser aucunement, a puissamment contribué au développement de l'industrie et du commerce en Allemagne (1).

L'énumération qui précède et les indications que nous venons de donner faisant ressortir l'étroitesse de l'union des banques et de l'industrie et du commerce allemands ne sont pas sans laisser penser que la stabilité des derniers est la condition même de celle des premières.

Le crédit en blanc consenti aux industriels peut n'être pas toujours sans péril. Qu'une crise survienne en Allemagne et ses conséquences se répercuteront sur la généralité des affaires et non pas seulement sur une entreprise déterminée, à raison de la concentration des banques en véritables syndicats.

La question même des risques entraînés par cette situation qui confond les banques de dépôts et les banques d'affaires a été discutée au Congrès de Hambourg où se trouvèrent réunis, en 1907, huit cents représentants des banques allemandes.

Voici sommairement comment cette grave question fut résolue :

D'abord on estima que cette situation était la conséquence de la nécessité des choses, la fortune publique n'étant pas suffisamment développée en Allemagne pour per-

(1) Ces renseignements ont été puisés dans BARÉTY, *op. cit.*

mettre à une banque de ne s'occuper uniquement que de dépôts, comme il est possible en Angleterre et en France.

Mais on a dit plus : on a dit que loin d'être périlleuse, cette situation qui faisait du banquier dépositaire un banquier commanditaire comportait, au contraire, les plus parfaites garanties, le banquier devant nécessairement avoir une connaissance complète des affaires auxquelles il s'intéresse (1).

Aussi fut-il jugé, au Congrès de Hambourg, que l'organisation des banques allemandes ne devait pas être modifiée et ce, parce qu'elle répondait complètement aux besoins du pays. On estima que toutes garanties étaient données par les publications périodiques des sociétés par actions et le pourcentage des disponibilités affectées en couverture des dépôts, traites, reports, prêts, effets, etc.

Telles sont les caractéristiques des banques de dépôts en Angleterre et en Allemagne. Dans ces deux pays, la concentration s'est manifestée aussi activement que chez nous, bien que sous une forme un peu différente. Nous aurons, dans notre deuxième partie, à revenir pour l'apprécier sur le système allemand que certains économistes voudraient voir s'infiltrer un peu chez nous.

(1) Voir aussi sur cette institution des banques de crédit en banques d'affaires en Allemagne, Compte-rendu de la discussion de la Société d'Economie politique de Paris. Séance du 5 mars 1908, — dans l'Economiste français du 28 mars 1908, p. 445 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

Nous avons constaté des faits, nous avons vu que la concentration, loi économique générale, avait atteint le commerce de banque et dans quelles proportions.

Or, pareils faits ne s'accomplissent pas sans donner lieu à des éloges et à des critiques de nature excessive. Le développement extrêmement rapide des sociétés de crédit a, en France aussi bien d'ailleurs qu'en Allemagne, été le motif d'une lutte très vive entre deux écoles : l'une demandant la réglementation légale, l'autre faisant valoir des arguments décisifs en faveur de la liberté absolue.

La question est, du reste, sortie du domaine de la controverse pure : en France, le Parlement en a été saisi ; en Allemagne, la Commission d'enquête nommée en 1908 pour examiner les questions connexes au renouvellement du privilège de la Reichsbank, a vu inscrire dans son

programme la question des dépôts et les moyens à employer pour protéger l'épargne.

En deçà comme au-delà du Rhin, aucune réglementation n'est d'ailleurs sortie de ces débats et nous sommes, et vraisemblablement pour longtemps, sous le régime de liberté en cette matière.

Dans cette seconde partie, nous nous proposons d'examiner la portée réelle des critiques dirigées contre les sociétés de crédit, en faisant ressortir d'abord, dans un premier chapitre, les avantages de la concentration des capitaux dans les sociétés de crédit, puis, dans un chapitre II, les inconvénients de cette même concentration. Nous consacrerons, finalement, un chapitre III à la question même de la réglementation des dépôts.



CHAPITRE PREMIER

Avantages de la concentration des capitaux dans les sociétés de crédit.

Les avantages de la concentration des capitaux dans les grands établissements de crédit tiennent au phénomène même de la concentration. Par la diversité de leurs opérations, ils offrent au public des avantages comparables à ceux que lui offrent par ailleurs les grands magasins : la réunion dans un même lieu d'un ensemble de choses nécessaires.

Comme toutes les industries, comme tous les commerces, la banque ne peut avoir qu'un objet : le gain. Mais il est bien certain que si, pour la banque, il importe de réaliser un gain important, il n'est pas indifférent au public de trouver en même temps un avantage appréciable à s'adresser à l'établissement qu'il enrichit. Il faut donc que les établissements de ce genre offrent dans l'ensemble de grands avantages. Voici ceux que nous distinguons :

a) Au point de vue de l'escompte, abaissement, fixité et unification du taux ;

b) Au point de vue du change, établissement d'un change favorable pour la France ;

c) au point de vue général, avantage du fait des placements étrangers effectués par les sociétés de crédit au point de vue diplomatique, au point de vue des traités de commerce et au point de vue industriel ;

d) avantages du fait des perfectionnements des moyens de compensation et de la diminution de la part des espèces métalliques dans les règlements.

« Il y a quelque chose de plus important pour un pays que le chiffre du taux de l'intérêt, c'est l'uniformité de ce taux dans l'espace et dans le temps, dit M. Courcelle-Seneuil (1) ; non pas qu'il soit possible, ajoute-t-il, d'arriver à un taux et à des conditions de crédit absolument fixes et uniformes, mais plus on s'en rapproche, plus on se rapproche de la perfection. »

Un taux d'escompte infiniment mobile entraînerait à chacune de ses variations les troubles les plus graves dans les relations commerciales, alors qu'un taux stable permet aux commerçants une certaine prévision de l'avenir (2).

(1) COURCELLE-SENEUIL. — *Les opérations de banque*, Traité théorique et pratique, Paris, Alcan, 1905, p. 39.

(2) PATRON. — *La Banque de France et le crédit national et international*, Paris, Giard et Brière, 1908, p. 29.

La stabilité du taux de l'escompte est ainsi de la plus haute importance. Eh bien, chez nous, ce sont les établissements de crédit qui nous l'ont surtout apportée. Nous n'entendons pas parler d'une stabilité absolue, car si nous réalisions cette stabilité, ce serait alors tout à notre défaveur, ce serait la preuve d'une réelle infériorité au point de vue du commerce international : « Les pays qui sont en dehors des grands courants internationaux sont comme dans une eau stagnante et ils peuvent conserver plus longtemps les mêmes taux d'escompte. » (1)

L'abaissement du taux de l'escompte en France est le résultat d'une coopération de la Banque de France et des grandes sociétés de crédit. La Banque de France effectue ses opérations d'escompte à l'aide de sa circulation fiduciaire, de son encaisse métallique et de ses comptes-courants créditeurs particuliers. Quant aux quatre grands établissements de crédit, ils disposent à cet effet de leur capital social versé, de leurs réserves et des fonds déposés par le public, ceux-ci approchant du chiffre de 4 milliards 1/2.

Or, « cette remise en circulation des petits capitaux inactifs a une très grande importance économique dans un pays comme la France, où la terre, le commerce, l'industrie et la fortune publique sont divisés à l'in-

(1) VILFREDO PARETO, *Cours d'Economie politique*, page 386.

fini. » (1) Le chiffre de près de 8 milliards de francs qui est celui de notre circulation monétaire serait insuffisant pour les besoins généraux, si la Banque de France et les établissements de crédit ne rendaient le mouvement aux sept dixièmes de nos louis et de nos écus, par la délivrance des certificats équivalents. « A ce point de vue, conclut nettement M. Edmond Théry, la liberté d'exercice de nos grands établissements de crédit mérite d'être respectée. » Et M. Lefranc d'ajouter (2) : « Grâce à ces dépôts considérables, la circulation du papier commercial est devenue aisée et la Banque de France a pu maintenir régulièrement, depuis vingt ans, un taux d'escompte abaissé, dont profitent l'industrie et le commerce nationaux et qui ne se retrouve dans aucun pays. »

Le taux des opérations n'a subi aucune modification au cours de 1909 à la Banque de France, alors que le taux officiel de l'escompte a varié six fois à Londres et trois fois à Berlin. Voici d'ailleurs les constatations consignées dans le compte-rendu de l'Assemblée des Actionnaires de la Banque de France pour 1909 (page 13) : « En même temps qu'il profitait de cette stabilité, dont, précédemment, nous n'avons eu à nous départir que tout exceptionnellement, et pendant quelques mois à peine, au cours de la crise mondiale de 1907, notre

(1) EDMOND THÉRY, cité par Lefranc. La liberté du commerce et les Etablissements de crédit, Paris, 1910, page 9.

(2) LEFRANC, *op. cit.*, p. 10.

commerce a bénéficié de conditions d'escompte plus modérées que sur la plupart des autres places, puisque nous trouvons au dehors à comparer avec notre taux unique de 3 ‰, un taux moyen de 3,10 ‰ à Londres, de 3,11 ‰ à Bruxelles, de 3,22 ‰ à Berne, de 3,93 ‰ à Berlin, de 4 ‰ à Vienne.

Depuis douze ans, c'est-à-dire depuis la promulgation de la loi du 17 décembre 1897, le taux d'escompte de la Banque a toujours été, d'ailleurs, moins variable et moins élevé que celui de toutes autres places, avantage singulièrement précieux pour toute la production française, puisque, soit directement, soit indirectement, son influence régulatrice s'étend à la négociation de tous les effets créés en France pour un total minimum de plus de trente-huit milliards de francs. »

De 1898 à 1909, alors qu'il n'y a eu en France que 10 variations du taux de l'escompte, la Banque d'Allemagne en a enregistré 51 et la Banque d'Angleterre 60, et alors que, pendant la même période, le taux maximum en France a été de 4 1/2 ‰, l'Angleterre a connu le 7 ‰ et l'Allemagne le 7 1/2 ‰.

Les conséquences de ce taux peu élevé de l'escompte en France ont une répercussion pécuniaire facile à apercevoir. M. Lefranc estimant à 300 milliards en chiffres ronds le montant total des effets escomptés par les quatre principales sociétés de crédit françaises pour les cinq années 1904, 1905, 1906, 1907 et 1908 et prenant pour

moyenne une durée de 55 jours entre la remise du papier commercial à l'escompte et son encaissement, arrive — tablant ainsi sur une économie de 2 % dans le taux de l'escompte pour notre commerce national — à faire ressortir une moyenne de 172 millions d'économies réalisées par le commerce français, grâce à l'abaissement et à la fixité de l'escompte. (1)

La multiplication des agences de la Banque de France et des succursales des grandes sociétés de crédit a seule, la confiance du public aidant, bien entendu, permis d'aboutir à un pareil résultat.

Il convient même d'ajouter que les grandes banques de dépôt françaises peuvent, par les puissants moyens dont elles disposent pour alimenter à bon compte leur service de trésorerie, accorder au papier sérieux un taux d'escompte souvent inférieur à celui de la Banque de France. Et si ces établissements dépassent parfois le taux officiel, c'est qu'à un taux constant s'ajoute une prime légitimée par les risques d'insolvabilité.

Cependant, il faut ici rendre pleine justice au cœur du système, à la Banque de France. C'est elle, en effet, qui même au milieu de la plus parfaite confiance et de la plus grande prospérité, permet le fonctionnement dans de bonnes conditions d'économie, des services de caisse dont l'importance est si considérable pour les sociétés de crédit. Effectivement, c'est par le réescompte de leur

(1) LEFRANG, *op. cit.*, p. 12.

portefeuille qu'elles peuvent à chaque instant faire coïncider leurs recettes et leurs dépenses, en n'ayant jamais qu'un solde de caisse peu important.

Pour les sociétés de crédit, les sorties et les rentrées ne peuvent faire l'objet d'aucune prévision suffisamment assurée ; et, comme à la différence du Trésor public, elles ne peuvent pas remédier à cette non-concordance par l'émission de bons à court terme, elles s'adressent au réescompte de la Banque de France. Cette dernière est donc bien l'organe central indispensable, mais on ne saurait reprocher aux sociétés de crédit de s'adresser à elle pour réaliser une fin dont elles ont seules les premiers moyens par leurs dépôts, l'abaissement du taux de l'escompte.

À ce premier avantage résultant de la concentration des capitaux dans les caisses des établissements de crédit, nous en avons ajouté plusieurs autres dans notre énumération, — d'abord celui qui se traduit par l'établissement d'un change favorable.

Les changes sont favorables à la France et la raison première est que la France est un pays producteur de capitaux. On a pu dire que nous sommes de véritables marchands de capitaux ; nos entreprises industrielles ne les absorbant pas, nous les employons au dehors dans des placements étrangers. Et il s'ensuit que chaque année nos capitalistes reçoivent de l'étranger une somme considérable en rémunération de ces capitaux ; les pays

étrangers nous doivent plus que nous ne leur devons.

Au point de vue de la prépondérance de la France à l'extérieur, la concentration des capitaux dans les sociétés de crédit en vue de leur placement en valeurs étrangères est d'un poids très considérable. On conçoit facilement que si la France a pu être appelée le banquier du monde, une telle situation ne doit pas être sans lui conférer des prérogatives sur lesquelles il n'est pas grand besoin de s'arrêter longuement. Il arrivera fréquemment, quand un emprunt étranger sera émis en France, que l'industrie nationale y trouvera son profit.

« Quant aux avantages résultant pour le pays des placements étrangers, on sait que les grands établissements de crédit — délégués serviteurs de l'intérêt public — ont une conception élevée du rôle qui leur incombe.

« C'est ainsi que tout concours de leur part à un placement de valeurs étrangères est soumis à l'approbation préalable de notre Gouvernement. On peut donc tenir pour certain que pas un titre étranger n'est introduit par leurs soins en France sans que notre pays en retire un avantage, soit sous forme de commandes données à notre industrie, soit par des considérations d'ordre politique ou économique, soit encore par l'accroissement de l'influence que la France, devenue — comme on l'a dit — le banquier du monde entier, exerce à l'étranger » (1).

(1) Rapport présenté par le Conseil d'administration du Comptoir National d'Escompte de Paris, à l'Assemblée générale du 5 avril 1910 ; p. 4.

« La situation d'une nation créancière du monde entier n'est-elle généralement pas considérée comme enviable ? Les recettes de l'Etat, la tenue des changes étrangers, l'action de la politique française et, quand la comparaison des prix le permet, les commandes à notre industrie bénéficient, en tous cas, de cet état de choses (1). »

Nous avons dit enfin que la concentration des capitaux dans les caisses des grands établissements de crédit impliquait des perfectionnements dans les moyens de compensation et une diminution des espèces métalliques dans les règlements. A cet égard, nous sommes devancés beaucoup par les banques anglaises et américaines qui sont arrivées, par la généralisation du chèque, à réduire considérablement l'emploi de la monnaie dans les règlements : nous avons déjà mentionné les clearing-houses dont les compensations se chiffrent par milliards. Les virements rouges de la Banque de France donnent un chiffre beaucoup moindre, quoique déjà important. Dans la masse des mouvements de caisse, la part des espèces métalliques à la Banque de France s'est abaissée, pour 1909, à 15.618 francs par million, ce qui donne un pourcentage de 1,56 % (2).

(1) Rapport du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais à l'Assemblée générale du 19 mars 1910, page 4.

(2) Le chiffre total des virements a été de 214 milliards 191.787.800 francs.

A ces avantages de la concentration des capitaux dans les grandes sociétés de crédit, nous pourrions sans doute ajouter encore celui qu'elles présentent, en offrant des valeurs étrangères suffisamment rémunératrices, alors qu'il est devenu très difficile d'en trouver de françaises assurant un même revenu.

Ainsi sur tous les points où les établissements de crédit ouvrent des succursales, ils apportent dans un délai plus ou moins long, suivant les circonstances, l'abaissement du taux de l'intérêt ; ils apportent aussi un outillage financier et des moyens de crédit qui facilitent dans ces contrées les progrès de la richesse et de la prospérité.

« Les banques de dépôts, disait M. Burdeau (1), ont réalisé un progrès en réunissant et en vivifiant des sommes jusque-là éparses et inertes. » Et M. Yves Guyot (2) a écrit : « Partout où il y a insuffisance d'emploi pour les capitaux résultant de l'épargne, le rôle des établissements de crédit consiste à les porter du lieu de production sur le marché de consommation ; et, en leur assurant des revenus, ils augmentent la faculté d'épargne. Leur succès vient des services qu'ils rendent. »

(1) BURDEAU, Discours sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, 29 juin et 6 juillet 1892. — J. Off., 30 juin, 7 juillet 1892.

(2) YVES GUYOT, Journal des Economistes, n° du 15 novembre 1909.

CHAPITRE II

Inconvénients de la concentration des capitaux dans les grandes sociétés de crédit. — Véritable portée des critiques dirigées contre ces sociétés.

Les avantages que nous venons de signaler tenant à la concentration des capitaux monétaires dans les caisses des grandes sociétés de crédit ne vont pas sans une certaine partie d'inconvénients que d'ailleurs on a trop souvent grossis à plaisir.

Nous allons tâcher de rétablir la vérité, en envisageant ces inconvénients que les adversaires signalent comme un véritable péril et en précisant la véritable portée, à notre estime, des critiques dirigées contre les établissements de crédit.

Les inconvénients dont nous parlons se résument à ceci : suppression du crédit personnel ; affaiblissement, sinon disparition des banques locales ; négligence des

affaires françaises du fait de placements trop considérables à l'étranger ; et, au-dessus de tout, danger d'une crise sur la question du remboursement des dépôts à vue.

Entrons dans l'examen de ces diverses conséquences de la concentration réalisée par nos grands établissements de crédit, conséquences qui constituent autant de chefs de l'acte d'accusation dressé par les adversaires de ces établissements.

« Le développement des grands établissements de crédit en France, dit M. Jules Domergue, a eu pour conséquence la disparition graduelle des banques locales.

« Ces grands bazars financiers en ont mis en péril le plus grand nombre, en dérivant, à leur profit exclusif, le courant des dépôts de fonds qui allaient autrefois chez le « Banquier » ou chez le « Notaire » entretenir les disponibilités auxquelles s'alimentaient, pour leurs besoins de crédit, l'agriculture, l'industrie et le commerce » (1).

Actuellement, ajoute-t-il un peu plus loin, « sur les livres de l'établissement de crédit, le client n'est plus représenté que par un numéro d'ordre. Qu'il ait déposé fonds ou titres, son crédit a pour limite le montant exact de son gage. Au delà, qu'il n'attende rien d'un « comptable » n'ayant ni le loisir, ni le désir de le connaître. Il peut

(1) JULES DOMERGUE, *La question des Sociétés de crédit*, Paris, Bauche, édit., page 2.

avoir le crédit matériel, il n'a point le crédit moral. » (1)

Il n'est pas à contester certes que ce que faisait le banquier privé, la société de crédit ne peut pas autoriser son agence à le faire. Alors que le banquier, établi dans la région depuis très longtemps, la connaissant parfaitement, y ayant des intérêts de tous ordres, consentira aisément un crédit sans couverture, le « comptable » d'une société de crédit comme dit M. Domergue, insensible, étranger aux relations d'amitié privée, ne le fera pas et, d'ailleurs, ne le pourrait pas.

C'est donc un fait que, pour « le client honorable », la banque locale disparue peut être à regretter. Mais faut-il, sans plus approfondir, condamner les sociétés de crédit comme étant les auteurs conscients et uniquement responsables de l'affaiblissement ou de la disparition des banques locales ?

Cette priorité acquise par les sociétés de crédit ne dériverait-elle pas tout simplement du libre jeu de la concurrence dans notre société individualiste et ne serait-ce pas plutôt par un vice de tactique que certaines banques locales sont tombées ? Pour notre part, nous le croyons assez complètement, malgré l'opinion contraire remarquablement exposée par M. Domergue et par Lysis dans la Grande Revue (2).

(1) JULES DOMERGUE, *La question des Sociétés de crédit*, Paris, Bauche, édit., p. 3.

(2) Cf. *La Grande Revue*, 1909, série d'articles sous le pseudonyme de Lysis.

Parlant des banques particulières et privées que connaissent certaines de nos grandes villes, M. Lefranc (1) les représente comme étant « bien souvent de vieilles douairières d'un abord assez difficile », ouvrant peut-être assez volontiers leurs caisses à la clientèle aristocratique et au gros négoce local, mais moins accessibles au populaire et au petit commerce. Il ajoute que « leurs services n'ont pas, dans le passé, la réputation d'avoir été gratuits, et s'ils sont aujourd'hui à un tarif plus abordable, c'est que sans doute la concurrence des sociétés de crédit y a été pour quelque chose ».

Nous ne saurions mieux faire ici que de laisser la parole à un représentant même des banques locales et nous pourrions peut-être convenir que le jugement qu'il porte, étant pleinement désintéressé, est de nature à nous fortifier dans notre opinion.

Au Congrès des banquiers de province, tenu à Nancy du 22 au 24 septembre 1909, M. Charles Renauld, de la banque Renauld et C^{ie}, a traité avec maîtrise le sujet du réveil de la banque locale ; nous détachons quelques phrases de son remarquable discours (2) :

« Une brusque évolution a secoué le monde économique, évolution due à la concentration qui tend à remplacer les efforts dispersés d'autrefois. J'entends ici la substitu-

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 17.

(2) Discours de M. CH. RENAULD, in-extenso dans « le Monde Economique » du 2 octobre 1909, p. 1260 et suiv.

tion croissante des grands magasins débitant les marchandises de toutes sortes, y compris le crédit.

« Si partout il en est résulté un trouble parfois profond, c'est surtout chez la banque privée, qui s'est trouvée plus particulièrement désemparée parce que sa marchandise à elle, le crédit, est affaire purement individuelle, se mettant en comptoir moins facilement que d'autres articles... Sans nous attarder aux propos fort intéressants, récemment échangés entre Lysis et Testis, reconnaissons que banques locales et sociétés de crédit ont respectivement leur raison d'être et leurs éléments vitaux puisqu'elles subsistent les unes et les autres et font figure. Or, d'expérience, nous savons que tout organe sans fonction tend à disparaître.

« Confessons ensuite que les banques locales seraient probablement moins actives sans les sociétés de crédit ; la réciproque est également vraie.

« L'entrée en scène des établissements de crédit en troublant la vie douce d'alors des banques locales a provoqué leur réveil, démontrant une fois de plus que vivre, c'est lutter et évoluer... Nos rivaux ne cherchent que les occasions de s'étendre, c'est leur devoir...

« Les sociétés de crédit françaises, institutions à centralisation forte, opèrent en un pays imbu de l'idée romaine et qualifié pour goûter tout organisme qui se réclame de cette forte centralisation. La décentralisation n'est à la mode que dans les mots...

« La clientèle dégue chez nous est à jamais perdue, ou perdue pour longtemps. Inéquitable, la clientèle pardonnera difficilement au banquier local qu'elle connaît, qu'elle tutoie, les imprudences que l'anonymat lointain ne lui aura pas épargnées... »

Nous pourrions, si nous n'avions la crainte de nous écarter de notre sujet, compléter ces constatations si justes de M. Renault par les conseils mêmes qu'il donne aux banquiers locaux, conseils qui marquent l'orientation vraie qui doit guider désormais toutes les banques locales et se résumant à l'assistance aux valeurs régionales, « parrainage qui doit constituer le réduit imprenable de la banque locale ».

Si ces conseils devaient être écoutés, la banque locale ne serait plus « le pâle sosie des établissements de crédit », pour prendre l'expression de M. Eugène Levoux (1), et la banque Renault aurait véritablement fait école.

A ce même Congrès de Nancy auquel nous venons de faire allusion, M. Achille Adam, président du Syndicat des banques de province, a très nettement affirmé le programme de M. Renault, en conviant les banquiers français à des affaires françaises.

Ainsi le rôle des banques locales et celui des grands établissements de crédit ne peut pas être confondu ; ce

(1) EUGÈNE LEVOUX, *Le Réveil de la Banque locale et son assistance aux valeurs nationales*, Monde économique, 16 octobre 1909, p. 1313.

rôle est, et doit nécessairement être distinct. Il y a là deux organismes très différents qui, par définition, ne peuvent pas se faire concurrence — et ne se font effectivement concurrence que lorsque l'un empiète sur le domaine de l'autre. Dans l'intérêt du pays, ces deux organismes doivent vivre en bonne harmonie.

Nous pensons avoir répondu à l'argument de la diminution des banques locales. Mais nous ne saurions mieux faire encore que d'illustrer en quelque sorte cette démonstration par les exemples de banques qui ont sombré pour avoir tendu à l'industrie une main trop secourable, pour avoir méconnu même cette distinction que M. Leroy Beaulieu (1) considère comme classique, du crédit de banque fait pour fournir le capital circulant et non le capital d'établissement.

Il semble que si des banques privées ont fait de mauvaises affaires en commanditant des entreprises avec leurs propres capitaux, le procédé ne doit pas être recommandé aux sociétés de crédit. « Il ne peut entrer dans l'idée de personne, déclarait M. Charles Picot, directeur du Crédit Industriel et Commercial, à la Société d'Economie politique, d'obliger des sociétés qui travaillent avec des dépôts remboursables à vue, de faire des prêts ressemblant à ceux consentis par les banquiers privés locaux. »

(1) Cf. Compte-rendu de la Société d'Economie politique, réunion du 5 janvier 1910, — Journal des Economistes, n° du 15 janvier 1910, p. 129 et suiv.

Quatre-vingts fois sur cent, des immobilisations industrielles ont entraîné la chute des petites banques locales. C'est l'excès des crédits qui provoqua à Calais, en 1886, la fermeture presque simultanée de trois maisons de banque de la place, et déclancha une crise dont toute la région fut ébranlée. C'est également pour avoir fait des crédits trop considérables que sombrèrent de très anciennes et très honorables maisons, Talvande et C^{ie}, au Mans ; Piganeau et fils, à Bordeaux ; Rogier-Richaud, à Orléans, etc. (1)

Disparaissant ainsi, ces maisons voient aller leur clientèle vers les établissements de crédit qui augmentent du même fait leur chiffre d'opérations, sans avoir aucunement cherché à faire sombrer la banque locale.

Les établissements de crédit, en France, restent dans leurs fonctions statutaires. Lysis et M. Domergue le leur reprochent, en invoquant l'exemple de l'Allemagne où le rôle bienfaisant des banques a été si manifeste. Cependant, ce serait, à n'en pas douter, un *tolle* général et légitime, si nos grands établissements de crédit se mettaient à brasser des affaires. Ils ne le font pas ! On leur reproche de ne rien faire...

La différence est d'ailleurs profonde entre le système allemand et le système français. En France, les fonds dont l'industrie a besoin d'une façon permanente, au

(1) Cf. SAUREL, *Sociétés de crédit contre banques locales*, Thèse, Paris, 1901.

delà du capital-actions, sont fournis par des émissions d'obligations. En Allemagne, les sociétés de crédit et les banques privées suppléent à l'insuffisance du capital-actions par des crédits continus et d'une durée indéfinie, en comptes courants. La preuve est apparente : on relève, à la cote de Berlin, les actions de 80 entreprises de chemins de fer et tramways et 709 entreprises industrielles, tandis qu'on n'y constate des obligations que pour 34 compagnies de chemins de fer et tramways et 174 entreprises industrielles.

Ce système allemand n'a pas été librement choisi : il tient à la situation générale du pays, où l'épargne est jusqu'à présent beaucoup moins abondante qu'en France et n'absorberait pas un nombre considérable d'obligations. Du reste, les habitudes des banques semblent se modifier au fur et à mesure que la richesse augmente dans le pays (1).

Et, sur cette constatation, Testis ajoute : « On pourrait donc en conclure que les banques allemandes ont reconnu, à mesure que grossissait l'importance de leurs dépôts et comptes courants, l'inconvénient qu'offraient les participations de longue durée, nécessitant une immobilisation de leurs capitaux ».

Si les banques allemandes ont commandité les industriels, c'est parce que leurs compatriotes ne pouvaient

(1) D'après TESTIS, *loc. cit.*

pas trouver les ressources que se procurent si facilement les industriels français. Mais les banques allemandes ont compris que la commandite ne saurait être un facteur régulier de l'activité des banques ; elle entraîne une immobilisation et ce sont des immobilisations que viennent tous les embarras des banques (1).

Un autre argument très en faveur contre les grandes sociétés de crédit tient dans le reproche fait à celles-ci de se désintéresser des affaires nationales et de favoriser les placements étrangers.

Qu'on songe, dit M. Domergue, à tout ce qui aurait pu être fait en France avec les milliards que les grands établissements de crédit ont fait dériver vers l'étranger !

De son côté, M. Cauwès, à la séance du 2 février 1898 de la Société d'Economie politique nationale, dans la discussion sur les banques locales et les sociétés de crédit, mettait en avant une considération d'ordre très général :

« Il y a, disait-il, dans les problèmes d'économie nationale une question de constitution organique, de cohésion ou de concentration des forces à l'intérieur : il faut toujours que le centre de gravité, que le principe des forces se maintienne au dedans ; que ce qui se déverse au dehors, que l'expansion extérieure soit le trop plein de l'activité intérieure. »

(1) Cf. *L'Information*, n° de décembre 1909, janvier et février 1910.

Nos sociétés de crédit se trouvent condamnées pour avoir déplacé le centre de gravité, dont parle M. Cauwès. M. Domergue reconnaît indiscutablement aux sociétés de crédit le droit de disposer de leur capital ; il constate seulement que les banques d'affaires l'emploient mieux en Angleterre, en Allemagne et en Suisse, et, sans chercher à contester que les sociétés de crédit n'ont pas le droit d'immobiliser les dépôts qui leur sont confiés, il se demande si elles ne pourraient pas amener leurs déposants « à faire en deçà de nos frontières, ce qu'elles savent si bien les amener à faire au-delà » (1).

D'abord, la question est de savoir si des affaires françaises seraient susceptibles de procurer l'emploi des énormes capitaux dont nous disposons. A cette question, le *Mouvement financier* (2) répond : le public français achète peu de titres français, parce qu'on en crée peu. L'Etat n'emprunte pas ; le public trouve le rendement des emprunts des municipalités très insuffisant par rapport à la cherté de la vie ; les placements pouvant être effectués dans les grandes industries ne sont généralement pas à la portée de l'épargne, étant la propriété de familles ou de groupements de capitalistes peu nombreux.

L'ensemble de ces causes fait ressortir pleinement les

(1) Cf. DOMERGUE, *op. cit.*, p. 70.

(2) Le *Mouvement financier*, 14 mai 1910 : De la difficulté de trouver en France des valeurs à revenu fixe suffisamment rémunératrices.

dispositions de plus en plus marquées du public français à rechercher à l'étranger l'emploi de ses épargnes. Il nous semble, ceci dit, très intéressant de citer ici un extrait du dernier rapport du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais (1) : « Cet état de choses (grande abondance des ressources en France et calme relatif de la politique en Europe) était favorable aux émissions de titres qui ont été nombreuses et dont certaines ont présenté une ampleur inaccoutumée.

« Votre Etablissement a pris, dans plusieurs de ces opérations, une part importante que nécessitaient les besoins de sa clientèle, désireuse de trouver l'emploi de son épargne.

« Les sociétés de crédit ne dirigent pas les phénomènes économiques : ces derniers, croyons-nous, dépendent de causes générales que nous avons avantage à étudier, pour en tenir compte dans la conduite des affaires de votre société.

« Les documents publiés en Angleterre, en Allemagne et en France concernant les émissions de valeurs mobilières dans ces pays depuis 1892 jusqu'à la fin de 1908, dépouillés avec le plus grand soin, ont permis d'établir que les emprunts de l'Etat, des Colonies, des Municipalités, ont atteint pendant cette période : en Angleterre, 44 milliards 440 millions de francs ; en Allemagne,

(1) Rapport déjà cité, p. 3 et 4.

13 milliards 573 millions de francs, et en France, 1 milliard 905 millions de francs seulement.

« L'Etat français, les Colonies, les Municipalités françaises ont trouvé auprès des établissements de crédit un concours empressé pour le placement de leurs emprunts, que notre épargne a retenus tout entiers. Mais ces émissions (1 milliard 905 millions) n'ont pas suffi à absorber cette partie des capitaux qui, en France comme dans tous les pays, veut s'employer en fonds publics. La clientèle en demandant, et les sociétés de crédit en lui procurant des fonds publics étrangers, ont donc obéi à des nécessités qui tiennent à un ensemble de circonstances favorables.

« C'est, en première ligne, la longue période de paix que nous venons de traverser et dont on ne peut certes que se féliciter. D'autre part, loin d'être un pays neuf, faisant appel à l'étranger pour la création de son outillage, la France est toujours en quête d'emplois pour son épargne. »

Il y a là une vérité que, de bonne foi, on ne saurait nier; M. de Bulow l'a reconnu lui-même et notre Ministre des Finances, M. Cocheru, se plaisait à le rappeler, le 8 mai dernier, au banquet de l'Association de la Presse Economique et Financière : « La France, constatait le prince de Bulow au Reichstag, doit sa richesse à son sol béni, puis encore au labeur et à l'ingéniosité de ses habitants, mais surtout à son art merveilleux d'écono-

miser, à cette force d'épargne qui distingue chaque Français, chaque Française. La France est devenue le banquier de l'Univers. Les Français sont un peuple de rentiers enrichis par le travail de l'étranger qui recherche leurs capitaux et leur procure des rentes... »

Et si ce n'est pas assez pour prouver que l'épargne française ne peut trouver que dans les placements étrangers un emploi suffisamment rémunérateur, nous ajouterons encore l'opinion de M. Alfred Neymarck (1). M. Neymarck expose que c'est une erreur de croire que les capitaux manquent aux affaires industrielles : il est plus juste de dire que ce sont les affaires industrielles qui manquent aux capitaux. Nos grands charbonnages, en effet, les sociétés d'électricité, l'automobilisme, les entreprises du Métropolitain, trouvent facilement les capitaux qui leur sont nécessaires.

Les affaires industrielles sont peu nombreuses et, pour M. Neymarck, cette situation tient à plusieurs causes, entre autres et surtout parce que les grands travaux entrepris depuis un demi-siècle, comme les chemins de fer, se ralentissent considérablement ; puis ce qui éloigne aussi l'argent des affaires françaises, ce sont les lois sociales qui augmentent tous les jours les frais généraux et les menaces au capital.

(1) Compte-rendu de la séance du 5 janvier 1910 de la Société d'Economie politique, — dans le Journal des Economistes, 15 janvier 1910.

Nous croyons, nous aussi, que « les sociétés de crédit ne dirigent pas les phénomènes économiques ». Le fait, c'est que le public cherche un placement rémunérateur ; or, ce placement n'existant qu'accessoirement en France, peut-on reprocher aux sociétés de crédit d'indiquer au public qu'il existe à l'étranger ? Nous ne le pensons pas, puisqu'aucune émission française ne reste d'ailleurs en souffrance.

Les détracteurs des établissements de crédit ont beaucoup tiré parti d'une déclaration faite par M. Germain, Directeur du Crédit Lyonnais, aux assemblées générales des actionnaires des 9 avril 1902 et 2 avril 1903. Cette déclaration, effectivement peu encourageante pour l'industrie nationale, a été baptisée du nom assez caractéristique aujourd'hui de *Dogme Germain*.

À un actionnaire qui faisait remarquer qu'il pourrait être convenable, plutôt que de porter nos capitaux à des établissements étrangers, de favoriser le placement de titres émis par des sociétés industrielles françaises, M. Germain répondit qu'il n'y fallait pas songer, à raison de l'impossibilité de trouver en France une quantité suffisante de personnes capables pour diriger une entreprise. Et, à en croire M. Domergue (1) — qui ne se ferait vraisemblablement pas le colporteur d'une inexactitude — il y avait dans cette réponse autre chose qu'une bou-

(1) DOMERGUE, *op. cit.*, p. 88.

tade, puisque le même M. Germain aurait déclaré en janvier 1905 à un rédacteur de la *Nouvelle Presse*, de Vienne, que la France était « incapable de développer ses industries existantes et l'était plus encore de créer des industries nouvelles ».

Nous ne pensons pas que ces paroles, si elles doivent être prises à la lettre, puissent mériter d'être réfutées ; elles constitueraient une trop grave injure pour le génie français (1). Mais il sera beaucoup plus intéressant de rechercher si les sociétés de crédit en France ont pris le *Dogme Germain* pour évangile.

M. Domergue et Lysis l'affirment ; ce dernier fait montre de tant de fantaisie qu'on hésite même un peu à le suivre, quand il déclare, par exemple, que « les idées économiques de M. Germain sont, en réalité, le reflet de sa mentalité réactionnaire, hostile au mouvement démocratique » et naturellement attiré vers « le système autoritaire du gouvernement du tsar » et que « chaque succursale d'établissement de crédit est un centre de politique réactionnaire » (2)... Mieux vaudrait un tableau

(1) M. LEFRANC (*op. cit.*, p. 48) explique le Dogme Germain par le souvenir ineffaçable de cette crise douloureuse où les institutions de crédit les plus solides tremblèrent sur leurs bases, dans ces journées tragiques de janvier 1882 où l'Union Générale, le Crédit de France, le Crédit Général Français, la Banque de Lyon et de la Loire et tant d'autres s'écroulèrent comme des châteaux de cartes, laissant derrière elles des pertes irréparables.

(2) Voir dans le *Monde Economique* : Le rôle des Etablis-

complet des affaires que les sociétés de crédit françaises ont négligées.

Testis, cependant, nous donnera une énumération assez longue des grandes entreprises françaises à la fondation ou au développement desquelles les grands établissements de crédit ont contribué. Citons-en quelques-unes : Messageries Maritimes, Compagnie Transatlantique, Magasins du Printemps, Thomson-Houston, Compagnie générale Française de Tramways, Tramways Sud, Société d'Eclairage, Société du Gaz de Paris, Compagnie générale d'Electricité, Etablissements Bréguet, Aciéries de France, Denain-Anzin, Mines de la Loire, Compagnie générale des Voitures, Société Immobilière Marseillaise, Chemins de fer Economiques, Chemins de fer Départementaux, Chemins de fer de la Camargue, Raffinerie Say, etc.

Le reproche adressé aux établissements de crédit à raison de leur négligence des affaires françaises pour subvenir à des affaires à l'étranger ne nous paraît donc pas fondé.

Ce que nous avons dit montre que la prétendue politique antinationale des établissements de crédit est une politique financière rationnelle et commandée par les circonstances. Nous allons ainsi être moins frappés de l'opposition des chiffres, suggestive au premier abord que nous présente M. Domergue. (1)

sements de crédit d'après Testis et Lysis, par Jean Favre, (n^{os} des 23 janvier, 30 janvier et 13 février 1909).

(1) DOMERGUE, *op. cit.*, p. 60, 61.

« Un dépouillement attentif de la cote officielle de la Bourse de Paris, ainsi que les divers renseignements donnés par le Bulletin de statistique du Ministère des Finances, permet de constater que le montant des valeurs, purement étrangères, ayant fait l'objet d'émissions ou d'opérations de conversion en France, de 1889 à 1908, c'est-à-dire pendant les vingt dernières années, s'élève à un capital nominal de plus de trente-cinq milliards de francs.

« Ce total se décompose ainsi :

Emissions	19.850.000.000 fr.
Conversions	15.380.000.000 fr.

« Tous les statisticiens de la finance qui savent compter — surtout ceux qui comptent — sont d'accord pour évaluer à vingt-quatre milliards, environ, le montant de ces valeurs, réellement placées en France par l'intermédiaire des sociétés de crédit. »

Ces chiffres font, par conséquent, qu'une moyenne annuelle de onze à douze cents millions de l'épargne française a été employée à l'achat de valeurs étrangères.

Pendant le même temps, de 1889 à 1908, les sociétés de crédit, oppose M. Domergue, n'ont opéré en France qu'un placement de six milliards environ de valeurs françaises.

Vingt-quatre milliards de valeurs étrangères contre

six de valeurs françaises ! La disproportion indigne l'honorable critique, mais il ne s'arrête pas là. Pour lui, ce chiffre de six milliards de valeurs françaises n'est intéressant que pour la fraction qui correspond aux affaires industrielles et commerciales proprement dites, pour ce qui mesure « le concours direct donné par les grands établissements de crédit à la production nationale ».

Suivons M. Domergue. Les catégories des émissions de valeurs « françaises » se décomposent ainsi, de 1889 à fin décembre 1908 :

Obligations du Crédit Foncier.....	1.230.000 000
— Ville de Paris,...	848.690.000
— Villes et Départements.....	147.798.000
— Colonies et Protectorats.....	706.905.000
Actions Banques et Etablissements de crédit..	708.860.000
Eaux et Gaz ..	215.114.000
Chemins de fer, Tramways, Métro.....	663.494.000
Affaires françaises à l'étranger.....	611.758.000
Affaires industrielles et commerciales fran- çaises	1.055.921.000
Total.....	6.188.543.000

Il n'y a pas à tenir compte dans ce total des trois premières catégories, formant un appoint de 2.226.000.000, parce qu'il ne s'agit pas là de valeurs ayant, à proprement parler, le caractère de valeurs commerciales, industrielles ou agricoles, mais de titres ayant la garantie

de l'Etat et dont le placement par les sociétés de crédit ne coûte pas un effort fait pour « provoquer un grand sentiment d'admiration ».

Doivent être de même retranchés — toujours d'après M. Domergue, — pour pareil motif les 706.903.000 francs, montant des obligations Colonies et Protectorats, les 708.860.000 francs, montant des actions émises par les banques et sociétés de crédit pour créer ou compléter leur capital-actions, « ce qui n'a rien de commun avec un concours donné à la production française sous une forme quelconque ». Ces déductions opérées, nous restons en face d'un chiffre de deux milliards cinq cent soixante millions que M. Domergue, impitoyablement, va encore réduire. Les deux compartiments spéciaux « Eaux et Gaz », « Chemins de fer et Tramways » portent sur des entreprises « assurément utiles, mais qui n'approchent que de très loin les affaires qui nous intéressent de façon spéciale dans cette étude ».

Déduisant enfin les 611.738.000 francs, montant des affaires françaises à l'étranger, M. Domergue, en dernière analyse, arrive à constater que le concours direct donné par les grands établissements de crédit à la production nationale n'est plus représenté que par le chiffre de un milliard cinquante-six millions, et il conclut : « Voilà ce qu'en vingt années, les sociétés de crédit ont bien voulu faire pour développer la production française ! »

M. Lefranc a répondu à M. Domergue de façon assez serrée. (1) Il lui reproche d'abord de faire intervenir les 45 milliards 380 millions de francs de conversions qui ne correspondent qu'à un échange de titres étrangers anciens contre des titres étrangers nouveaux et non pas à des émissions. Rectifiant « cette arithmétique singulière », pour ne retenir que les 19 milliards 850 millions d'émissions, M. Lefranc remarque que ce dernier chiffre ne peut pas être accepté comme ayant été intégralement fourni aux valeurs ou aux emprunts étrangers, car il ne suffit pas, en effet, d'inscrire un emprunt étranger ou une valeur étrangère à la cote officielle ou aux cotes diverses de la Bourse de Paris pour que la totalité des titres de cet emprunt ou de cette valeur étrangère soit, *ipso facto*, placée dans les portefeuilles français. Il faut faire déduction des titres restés dans leur pays d'origine ou absorbés par d'autres marchés ; à cet égard, M. Lefranc accepte la réduction de 30 % proposée par M. Domergue comme nous l'avons vu plus haut, et, calculant seulement sur les 19 milliards 850 millions de valeurs étrangères, réellement émises sur le marché parisien, durant la période 1889-1908, il pose qu'environ 13 milliards 895 millions de valeurs étrangères ont été placées par les établissements de crédit français.

L'opposition n'est donc plus à faire entre 6 milliards

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 38.

et 24, mais entre 6 et 44, car il va sans dire que M. Lefranc revendique comme « valeurs françaises » les 6 milliards réduits à 4 milliard 56 millions par M. Domergue. Sous le titre « Un compte à redresser. — Valeurs françaises ou non » (1), le contradicteur de M. Domergue estime que, directement ou indirectement, les 6 milliards ont bien servi au développement de la production nationale. Les 4.230 millions d'obligations du Crédit Foncier se sont transformés en prêts hypothécaires et communaux et sont allés pour partie aux communes pour leurs travaux d'hygiène, d'éclairage, de voirie, d'adduction d'eaux, etc., ont bénéficié aux commerçants, ouvriers, entrepreneurs, industriels, ont été consacrés à l'édification d'immeubles qui ne s'effectue qu'avec le concours de tous les corps de métiers qui composent l'industrie de la construction. Les obligations émises par la Ville de Paris, les Villes et Départements, les Colonies et Protectorats, ont eu la même conséquence.

Pour les 708 millions qui ont servi à la création de banques nouvelles ou à l'augmentation du capital des sociétés de crédit déjà existantes, « n'ont-ils pas eu pour but, répond M. Lefranc, d'accroître les moyens de crédit mis à la disposition du commerce français, tant en France que dans les colonies et les pays de protectorat ? » Puis, les 215 millions pour les entreprises d'eaux et de

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 33 et s.

gaz et les 663 millions pour les chemins de fer, les tramways et le Métropolitain ne sont-ils pas revenus en presque totalité à l'industrie, au commerce et au travail français ? « Et, enfin, termine M. Lefranc, les 611 millions d'affaires françaises à l'étranger, ne contribueront-ils pas — au dire même de M. Domergue — au développement de notre influence au dehors ? »

Les deux adversaires, M. Domergue et M. Lefranc, se prennent encore de querelle sur la proportion des valeurs nationales placées par les banques allemandes et les sociétés de crédit françaises, ces dernières étant d'ailleurs, de l'aveu même des deux économistes, devancées par les premières. Nous ne croyons pas devoir rapporter ici cette discussion de chiffres qui ne jetterait, pensons-nous, aucun jour nouveau sur la question. La constatation faite nous confirme simplement dans ce que nous savons déjà : si la France a peu d'affaires à lancer, c'est que nous sommes très avancés et très riches par conséquent et il ne nous paraît pas regrettable que nos voisins allemands ne puissent dès aujourd'hui en dire autant.

Un autre argument est développé tendant à faire ressortir le péril que peuvent entraîner les établissements de crédit pour le cas d'une crise et l'impossibilité d'effectuer le remboursement des dépôts à vue.

Les établissements de crédit présentent un danger par l'accumulation excessive des dépôts, dit-on, étant donné

surtout, précise M. Domergue (1), que ces établissements n'ont généralement en caisse, en numéraire, qu'une somme représentant environ la dixième partie de leurs engagements. Cette réserve peut être suffisante en temps ordinaire, mais qu'arriverait-il dans le cas d'une panique justifiée ou non ? Il y a donc, dit M. Domergue, danger réel de ce fait pour la fortune de notre pays.

« Nous entendons bien, ajoute-t-il d'ailleurs, que si l'abondance des demandes de remboursement immédiat nous menaçait d'une catastrophe, on verrait intervenir la Banque de France, et que celle-ci s'efforcerait d'atténuer les effets de la crise. Pareille situation s'est déjà produite pour un de ces établissements (2), et l'on a pu en conjurer, en partie, les effets. Mais que se passerait-il, aujourd'hui, avec le phénoménal accroissement des dépôts ? Et de ce qu'il existe des pompiers, cela implique-t-il qu'on ne doive pas rechercher les moyens de prévenir les incendies ? » (3)

A ceci, laissons répondre M. Lefranc (4), qui relève une contradiction de M. Domergue dans ce fait de trouver, d'une part, insuffisantes les garanties des dépôts et de reprocher, d'autre part, aux sociétés de crédit de ne pas consentir de découverts assez larges à l'industrie et au

(1) DOMERGUE, *op. cit.*, p. 51.

(2) Allusion au krach du Comptoir d'Escompte.

(3) DOMERGUE, *op. cit.*, p. 52.

(4) LEFRANC, *op. cit.*, p. 32.

commerce français. Les espèces en caisse, le numéraire, que M. Domergue fixe pour les sociétés de crédit au dixième de leurs engagements, ne constituent pas la seule garantie de ceux-ci ; il convient d'y comprendre les réserves, le portefeuille commercial et les comptes débiteurs. M. Lefranc rapporte à cet égard les chiffres de M. Edmond Théry :

« Au 31 décembre 1907, les dépôts à vue, à terme et les comptes courants créditeurs — qui sont aussi des dépôts à vue — s'élevaient à 3.736 millions de francs pour les cinq sociétés, dont : 1.593 millions au Crédit Lyonnais, 1.106 millions à la Société Générale, 882 millions au Comptoir National d'Escompte, 490 millions au Crédit Industriel et Commercial, et 55 millions à la Société Marseillaise.

« Ces 3 milliards 736 millions d'engagements auxquels il convient d'ajouter 473 millions d'acceptations, avaient comme contre-partie, immédiate ou facilement réalisable : 329 millions de francs d'espèces en caisse, 2.473 millions de francs d'effets escomptés, 883 millions de francs de reports et avances sur titres ou garanties. Mais à ce chiffre de 3.626 millions, il fallait encore ajouter 175 millions de portefeuille, valeurs et participations, et 1.203 millions de comptes courants débiteurs, et la valeur des immeubles qui ne figurent pas dans cette énumération.

« Il est donc incontestable, conclut M. Edmond Théry,

que nos grandes sociétés de dépôt offrent à leurs déposants un ensemble de garanties de tout premier ordre, que la publication mensuelle de leur situation respective met d'ailleurs en évidence. »

Nous ne voyons pas bien, devant de telles précisions, quels risques particuliers court la fortune publique du fait de l'accumulation des dépôts dans les grands établissements de crédit.

Voici, pour terminer ce chapitre, le tableau des exigibilités et des disponibilités des sociétés de crédit françaises, pour les années 1906, 1907 et 1908 :

EXIGIBILITÉS :	1906	1907	1908
Crédit Lyonnais	2.232,3	2.017,3	2.209,5
Société Générale	1.458,3	1.456,3	1.687,8
Comptoir d'Escompte . . .	1.168,3	1.218,3	1.261,4
Crédit Industriel	349,8	366,8	318
TOTAL	5.208,7	5.058,7	5.476,7
DISPONIBILITÉS :	1906	1907	1908
Crédit Lyonnais	2.332,3	2.118,6	2.312,9
Société Générale	1.458,3	1.469,5	1.691,1
Comptoir d'Escompte . . .	1.168,3	1.193,3	1.264,5
Crédit Industriel	349,8	351,5	326
TOTAL	5.308,7	5.132,9	5.594,5

Ainsi, les disponibilités des quatre principales sociétés de crédit françaises étaient supérieures aux exigibilités

de : 100 millions à la fin de 1906, 74 millions en 1907, et 111 millions en 1908 (1).

Il n'en a, par contre, pas été de même pour les neuf principales sociétés de crédit allemandes : Deutsch Bank, Diskontogesellschaft, Dresdner Bank, Darmstädter Bank, Schaffhausen Bankverein, Berliner Handelsgesellschaft, National Bank, Commerz und Diskonto Bank et Mitteldeutsche Kreditbank, pour l'ensemble desquelles les exigibilités se sont élevées, en 1906, à 4.523.600.000 marks, les disponibilités n'étant que de 2.971.900.000 ; — en 1907, exigibilités : 4.506.700.000 marks ; disponibilités : 2.903.800.000 ; — en 1908, exigibilités : 4.658.100.000 marks ; disponibilités : 3.104.100.000 ; — soit, annuellement, un excédent moyen des exigibilités de plus de 1 milliard et demi de marks sur les disponibilités (2).

(1) (2) Les chiffres et les tableaux ci-dessus sont empruntés à M. LEFRANC, *op. cit.*, p. 27 et s.



CHAPITRE III

La question de la réglementation des dépôts.

Nous connaissons maintenant les sociétés de crédit. Nous avons vu comment elles s'étaient formées et développées en vertu de la loi économique très générale de la concentration. Les avantages qu'elles procurent ont été mis en regard des inconvénients qu'elles peuvent entraîner, et c'est par des chiffres que nous avons répondu aux détracteurs.

Il nous reste à examiner une question qui est tout naturellement la conclusion de notre étude, la question de la réglementation des dépôts. Nous avons déjà dit qu'en France elle avait été portée à la Chambre et qu'en Allemagne, le Reichstag en avait saisi une commission d'enquête. Actuellement, en effet, dans la plupart des pays — en Angleterre, cependant, on ne rencontre pas beaucoup de polémiques contre les établissements de crédit — les institutions de crédit sont exposées à des

attaques et à des récriminations, soit de gens mécontents de la façon dont ils auraient été traités, soit de théoriciens qui n'estiment pas suffisants les services rendus et qui voudraient réglementer l'industrie de la banque. « Les établissements en question sont accusés ou de faire de la banque pure, de l'escompte ou des avances sur nantissement, ou de mélanger cette banque pure et simple avec la vente et le placement de titres étrangers plus que de valeurs indigènes. Au nom de la sécurité des déposants, on prétend interdire aux banques de sortir du cadre de la banque pure ; au nom des demandeurs de crédit, on prétend leur imposer des facilités dans l'octroi d'avances... Il y a donc beaucoup de gens mécontents de ce qui existe, en quête de remèdes, et il ne manque pas de marchands de panacées. » (1)

Nous allons dire en quelques mots ce qu'a révélé l'enquête allemande que nous avons mentionnée, et nous passerons ensuite à la discussion devant la Chambre française et aux moyens proposés.

En 1909, la Commission du Reichstag qui examina le projet de renouvellement du privilège de la Reichsbank, adopta une résolution demandant au Gouvernement de

(1) M. RAFFALOVICH à la Société d'Economie politique, réunion du 5 janvier 1910 ; (Compte-rendu dans le Journal des Economistes, 15 janvier 1910).

présenter un projet de loi, dont le but serait de défendre le public contre certains dangers le menaçant dans le placement de ses épargnes.

Une Commission d'enquête siégea à Berlin en novembre 1909, sous la présidence de M. Havenstein, gouverneur de la Reichsbank ; des banquiers et des directeurs de banque participèrent aux travaux ; l'Empire et les gouvernements confédérés y étaient représentés. Le bureau de statistique de la Reichsbank fut invité à procéder à une compilation sur l'état de la question en cause, et la publication que présenta ce bureau renferme le résumé des arguments pour et contre.

Rappelons la question (1) : « Semble-t-il exigé par l'intérêt public de veiller par voie législative à la sécurité et à la disponibilité (Liquidität) des dépôts et des épargnes ? »

1° En faveur de la réglementation légale, on fit valoir l'intérêt des déposants et l'intérêt public : danger résultant de la confusion des affaires d'émission et de fondation ; accroissement de ces dangers par le mouvement de concentration ; possibilité d'une direction insuffisante des grands établissements ; extension de l'usage des chèques et répercussion sur le problème des dépôts.

2° En faveur de la liberté, on mit en avant : le point de vue économique, c'est-à-dire les répercussions graves

(1) Cf. *L'Economiste français*, 16 juillet 1910, p. 84, l'article de M. RAFFALOVICH, *L'Enquête allemande sur les banques*.

qu'entraînerait pour le commerce et l'industrie la réglementation des dépôts, puis les difficultés de déterminer l'essence des sommes mises en dépôt et de distinguer ce qui constitue vraiment des épargnes.

Il n'a pas été fait de rapport d'ensemble des délibérations de la Commission et celle-ci n'a également voté aucune résolution. « Il se dégage cependant de l'échange de vues qui a eu lieu, déclare M. Raffalovich, à défaut de résolutions précises, formulées en style lapidaire, tout au moins un ensemble d'opinions et de jugements. Et ce qui est fort consolant, c'est que ce n'est pas du côté des partisans de la réglementation et de l'intervention que la balance a penché. »

Dans le discours de clôture des travaux de la Commission, M. Havenstein a très nettement fait ressortir les résultats pratiques de l'enquête :

« Malgré la marche en avant, parfois précipitée et tempétueuse depuis vingt ans dans le domaine industriel et commercial, notre peuple est demeuré sain. Vous avez indiqué des abus, des exagérations, des défauts dans notre organisation du crédit, conséquences de l'essor rapide, qui n'ont pas été le résultat de volontés conscientes et qui cependant ont eu des répercussions fâcheuses, et qu'il ne faut pas laisser grandir. Mais, vous avez déclaré, pour la majeure partie des questions qui étaient soumises à votre examen, que ces inconvénients n'étaient pas suffisamment enracinés pour qu'il fallût penser à

recourir au législateur pour poser des limites, des barrières susceptibles d'entraver des forces vivantes, de leur enlever la liberté de se mouvoir ; il vous a semblé que ces maux pouvaient être supprimés, si les *leaders* responsables des différentes institutions de crédit les connaissent et prennent en main eux-mêmes les rênes, en vue d'imposer la modération. »

A raison même des caractéristiques distinctes des banques allemandes et de nos sociétés de crédit, la question de la réglementation en France est revenue devant la Chambre, à la fin de 1909, pour des motifs différents et notamment pour les dangers que pouvait courir la Banque de France du fait des sociétés de crédit.

Nous ne nous arrêterons que pour les signaler aux propositions de réglementation qui avaient été faites antérieurement. Il y a eu d'abord une proposition faite à la Chambre, le 21 mars 1891, tendant à imposer aux sociétés de crédit l'appel intégral de leur capital, dont une moitié aurait été affectée à l'achat de rentes sur l'Etat. Puis, il faut citer le projet du Gouvernement en 1894, après la chute de la Société des Dépôts, portant l'affectation de la totalité des ressources des sociétés de crédit à l'achat de papier réescomptable à la Banque. On a proposé encore de taxer les dépôts et d'imposer une proportion entre le chiffre des exigibilités et le capital social ; on a proposé d'établir une scission entre les

banques de dépôts et les banques d'émission de valeurs, — ce qui, entre parenthèses, aboutirait à la ruine des banques de dépôts. Enfin, M. Domergue a proposé l'interdiction d'émettre des valeurs mobilières, soit par voie de souscription, soit par voie de placement direct dans le public, pour les établissements ayant un chiffre de dépôts excédant certaines limites fixées, cent millions par exemple. Son intention, en la circonstance, est de voir enlever aux grands établissements de crédit le monopole de fait des émissions, duquel il leur reproche d'avoir abusé (1).

Se faisant l'écho des doléances exposées par M. Domergue dans son journal *La Réforme Economique*, M. Henri Michel déclarait à la Chambre des Députés, le 29 novembre 1909 (2), que la Banque de France « n'avait plus en ces grandes sociétés de crédit des clients, mais des concurrents redoutables lui enlevant son meilleur papier », pour ne lui laisser en portefeuille que du papier de second ordre. « On ne saurait oublier, disait-il, que ce portefeuille sert, pour une large part, de contre-partie garantie au billet de banque. La diminution de la valeur de cette contre-partie, en diminuant la valeur du gage, peut donc influer sur le crédit dont jouit le billet de banque, sinon faire courir des risques à notre grande

(1) Cf. DOMERGUE, *op. cit.*, p. 101 et 102.

(2) Voir *Journal Officiel*, 30 novembre 1909.

administration financière. » M. Cochery, Ministre des Finances, a protesté contre ces paroles et répliqué que la Banque de France était moins menacée que ne l'imaginait M. Henri Michel et qu'elle restait « la base même et le régulateur du crédit dans ce pays » « l'organisme financier le plus complet et le plus parfait que toutes les nations admirent et considèrent comme le modèle à imiter ».

Nous ne nous dissimulons pas que cette réponse est sans doute un peu vague, — l'affirmation qui l'a provoquée ne l'était, du reste, pas moins — mais il est assez incontestable qu'en tant que maison de banque, la Banque de France pourrait aisément se rendre maîtresse du marché de l'escompte s'il y avait péril : il lui suffirait, comme le remarque M. Lefranc (1), d'appliquer des taux différentiels. Banque de toute la France, elle doit avant tout assurer la fixité du taux de l'escompte et rester la sauvegarde des autres banques en cas de crise. Il y aurait peut-être lieu aussi de considérer que le contrôle des Portefeuilles de la Banque de France, renseigné lui-même par le Conseil d'Escompte composé des notabilités du commerce, de l'industrie et de la finance, saurait sans doute apercevoir à temps les conséquences funestes d'une admission trop large de ce papier à l'escompte.

Bref. « Quant aux établissements de crédit, déclarait

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 95.

M. Cochery à la séance du 29 novembre, je n'ai à leur distribuer ici ni satisfecit ni blâme. Si on peut reprocher à quelques-uns d'entre eux de n'avoir parfois peut-être pas fait tout ce qu'il eût été désirable qu'ils fissent au point de vue de la distribution du crédit, nous ne pouvons méconnaître ni la grande part que ces établissements ont eue dans le développement économique du pays, ni la façon élevée dont ils conçoivent le rôle qui leur incombe, ni les grands services qu'ils ont rendus à l'Etat et à l'action française ; je rends hommage surtout à l'empressement dont ils ont fait preuve chaque fois que le Gouvernement leur a indiqué qu'il y avait un intérêt national à servir (1). »

M. Michel a vainement signalé à la Chambre « la nécessité et l'urgence d'une réglementation de nos grandes sociétés de crédit, la nécessité et l'urgence de leur interdire le commerce des valeurs mobilières, de sortir de cette *confusion des genres* dont parlaient fort spirituellement MM. Caillaux et Aynard, et, pour tout dire d'un mot, de séparer d'une façon très nette et très précise les banques de dépôts et les banques d'affaires ».

Vainement M. Michel a insisté sur la possibilité d'une réglementation, en assimilant les établissements de crédit à des caisses d'épargne du second degré, les caisses d'épargne ordinaires étant réglementées. La

(1) Cf. Nos établissements de crédit à la Chambre, par EUGÈNE LEVOUX, le Monde Economique, 4 décembre 1909.

Chambre n'a rien décidé. « De conclusion, il n'y en a pas eu ; il ne pouvait pas y en avoir. . . Il est heureux qu'aucune mesure législative n'ait été proposée ; une loi n'a rien à faire en semblable matière ; elle ne peut qu'augmenter la gêne et le trouble. » Et, d'après M. Levoux, cette discussion à la Chambre démontrerait qu'il y a eu « bien plus prise à partie des établissements de crédit que désir de modifier la situation dont nous souffrons en France », ce qui nous manque, ajoute en substance M. Levoux, étant plutôt la banque sérieuse capable de s'intéresser à une affaire de moyenne importance.

Mais l'absence de réglementation législative ne nous empêche pas de rechercher quels seraient les effets de la mise en application de la proposition de M. Domergue, relativement à l'interdiction qui serait faite aux établissements recevant un chiffre de dépôts supérieur à 100 millions par exemple, d'émettre des valeurs mobilières.

« Qu'on ne vienne pas nous dire -- proteste par avance M. Domergue (1) -- que nous allons détruire ainsi ces institutions. Elles ont leur utilité, ne fût-ce que pour l'escompte du papier de commerce : et si les dépôts doivent tendre à diminuer chez elles, ils demeureront en quantité suffisante pour éviter que le taux de l'es-

(1) DOMERGUE, *Pour faire revivre en France la Banque d'affaires*, La Réforme économique, 28 mai 1909, p. 645.

compte s'élève au grand dam du monde des affaires.

« L'effet de notre cas ne sera pas de tarir chez elles la source de leurs bénéfices : escompte, avances sur titres, comptes courants, garde des titres, paiement de coupons, change, exécution d'ordres de bourse, tout ce qui est opération de banque proprement dite, n'est nullement atteint par les dispositions que nous proposons. » Et M. Domergue précise qu'il ne veut autre chose qu'enlever aux grands établissements de crédit le bénéfice des émissions, afin de ne pas « laisser la fortune française dans un seul panier et de la répartir dans un plus grand nombre, ce qui n'est qu'un acte de prudence élémentaire ».

Tel qu'il est présenté le projet de M. Domergue n'aurait rien moins pour conséquence que de retirer aux grands établissements de crédit et aux grands banquiers le droit d'user d'une branche importante de leur commerce, la faculté directe d'émission ou de placement de titres.

Si cet « attentat à la liberté commerciale » était consommé, pour prendre l'expression même de M. Lefranc (1), il faudrait établir l'exercice chez les banquiers, déterminer ceux d'entre eux qui dépasseraient la limite de 400 millions rigoureusement fixée et, vraisemblablement, décupler pour cela le nombre des inspecteurs des finances. Et puis, résulterait-il fatalement de cette cir-

(1) LEFRANC, *op. cit.*, p. 105.

constance que les établissements de crédit — désireux de conserver leur droit d'émission et de placement — recevraient moins de dépôts, que les sommes qui leur échapperaient ainsi iraient aux banques locales ? Quelle illusion ! souligne M. Lefranc. « Nous sommes, dit-il, un peuple ennemi de la contrainte. Il aura suffi que vous indiquiez vos préférences et le but de votre loi pour que personne n'aille où vous voudriez conduire tout le monde. La confiance, nous l'avons déjà dit, ne se décrète pas. »

Mais, ce qui serait plus grave, c'est qu'ayant ainsi réduit les dépôts dans les établissements de crédit, gonflé de nouveau le bas de laine et retiré 4 milliards de la circulation générale, l'abaissement du taux de l'escompte, si avantageux au commerce français, se trouverait compromis. On ne peut vraiment pas négliger de se demander, à cette pensée, si c'est bien le résultat qu'il faut chercher et si les adversaires irréductibles des sociétés de crédit ne poussent pas l'opinion dans une voie dangereuse en demandant avec autant d'insistance une réglementation que l'étranger ne connaît pas et que l'Allemagne en particulier a repoussée, malgré l'étendue plus considérable du péril qu'elle court du fait de l'organisation de son crédit.

CONCLUSION

La conclusion de notre étude est facile à pressentir après ce que nous avons exposé. Le procès des grands établissements de crédit, tenté par Lysis et par M. Dormergue, doit, à notre estime, se terminer par un acquittement pur et simple, et nous ne pensons même pas que, pour le moment, il y ait lieu de concevoir quelque inquiétude à raison du développement chaque jour croissant de nos établissements de crédit.

L'Etat ne doit pas intervenir, parce que rien ne commande son intervention.

« Les établissements de crédit sont des affaires comme les autres. S'ils ont réussi, c'est par le libre jeu de la concurrence. S'ils ont tué les banques locales (1), ce qui est infiniment regrettable, on ne peut pas davantage le leur reprocher qu'au *Bon Marché* et aux grands bazars à succursales de détruire les petits commerçants. Et il faut

(1) Nous avons précédemment fait une réserve à cet égard.

bien le dire, on ne remporte un tel succès que lorsqu'on sert les goûts de la clientèle. Si celle-ci avait préféré les valeurs industrielles, les établissements de crédit auraient bien dû la suivre et ils auraient été amenés naturellement à s'intéresser au commerce et à l'industrie, non seulement en prêtant leurs guichets aux émissions de titres, mais encore en favorisant par des crédits l'éclosion des affaires nouvelles. Les sociétés de crédit telles qu'elles existent sont le produit naturel de notre mentalité actuelle (1). »

Ceci étant, est-ce à dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Non, notre organisation bancaire comporte une lacune regrettable que nous avons déjà signalée : l'absence de banques locales pouvant convenir par leur capital restreint à la création d'affaires locales, nécessitant un capital insuffisamment considérable pour exiger la mise en mouvement des grandes sociétés de crédit.

Loin de se faire concurrence comme on l'affirme trop volontiers, les sociétés de crédit et les banques locales doivent agir dans un domaine différent. Qu'on laisse aux premières, qui d'ailleurs tendent de plus en plus à prendre un caractère international, les grandes émissions, les fonds d'Etats étrangers, l'escompte du papier commercial : leurs nombreux guichets et leurs formidables dépôts le leur permettent. Et puis, que de leur côté les

(1) JEAN FAVRE, *Le rôle des Etablissements de crédit*, d'après Testis et Lysis, *Le Monde Economique*, 30 janvier 1909.

banques locales retiennent et mettent à profit le conseil qui leur a été donné par M. Charles Renauld. Qu'elles se réservent le crédit local, le crédit personnel à long terme, les petites émissions de valeurs industrielles et régionales ; qu'elles modernisent leurs procédés et se groupent, mais cessent de nous causer « cette déception des placements à jet continu de valeurs étrangères » (1) ; cette dernière manière de faire, si elle se perpétuait, pourrait laisser croire que les principes de M. Germain, si justement blâmés, sont devenus les leurs, — et ce serait pour le moins étrange. La Banque de France se montre disposée à aider les banques locales, à activer leur réveil ; aussi, est-il à croire que celles-ci en sauront tirer profit pour leur développement.

Au sommet de l'édifice, la Banque de France, banque de réescompte et régulatrice du crédit, permettra toujours de conjurer tout péril. Certes, une crise peut survenir, des complications européennes peuvent surgir, comment alors, s'il se produit un *run*, les établissements de crédit se procureront-ils les ressources nécessaires pour rembourser les fonds de dépôts remboursables à vue ? — En apportant les effets représentatifs des dépôts à la Banque de France, dit M. Lebon (2). Mais, la Banque

(1) E. LEVOUX, *Les sociétés de crédit et les banques locales*, Le Monde Economique, 17 juillet 1909.

(2) LEBON, Allocution au banquet de la Fédération des industriels et commerçants français (février 1910).

de France ne peut émettre des billets qu'à concurrence de 5.800 millions et comme l'émission effective dépasse toujours 5 milliards, la marge de 800 millions disponibles pourra être trop faible. C'est alors, dit encore M. Lebon, qu'on aura le choix, ou bien d'accorder un moratorium aux établissements de crédit, ou bien d'augmenter le chiffre d'émission de la Banque de France en faisant intervenir le pouvoir législatif précisément au moment de la crise, c'est-à-dire en se donnant l'apparence de faire du papier-monnaie alors que l'on aura le plus besoin de soutenir le crédit moral du billet de banque lui-même.

Ne vaudrait-il pas mieux, dans ces conditions, donner à la Banque de France la liberté entière de ses émissions, plutôt que de la contenir dans un chiffre absolument arbitraire ? Nous estimons que cette mesure serait sage, car — M. Lebon le fait remarquer — telle qu'elle est régie, non pas sous l'autorité du Gouvernement, mais sous sa surveillance très étroite, avec un Conseil de Régence qui comprend toutes les personnalités les plus éminentes de la finance française, elle présente, à coup sûr, les meilleures garanties d'un usage modéré, réfléchi, intelligent du pouvoir d'émission, et ces garanties sont infiniment préférables aux interventions successives et parfois tardives du pouvoir législatif dans les époques de crise.

Ainsi, et nous nous résumons, la prétendue oligarchie financière constituée par les établissements de crédit ne

nous semble pas un péril. Ces établissements se montreront nécessairement prudents, puisque, entreprises privées, ils ont des actionnaires à satisfaire ; le reproche qu'on leur adresse tenant à leur négligence des affaires françaises ne porte pas complètement, mais s'adresse souvent plus justement aux banques locales.

« Aujourd'hui, dit M. Cauwès (1), l'épargne française est en présence des seules grandes institutions de crédit existantes ; leur caractère de banques de dépôt limite fâcheusement, et peut-être plus que dans la mesure nécessaire, leur action pour la commandite industrielle. » C'est vrai, mais il ne faut pas condamner pour cela les institutions de crédit d'être seules existantes, il faut chercher à développer ou à créer l'organe qui fait défaut.

La banque locale aidera le commerce et l'industrie par l'intérieur et l'établissement de crédit, en continuant à envoyer à l'étranger la masse des capitaux de notre épargne que n'absorberont pas les affaires françaises, contribuera à affirmer cette puissance financière de la France qui, ainsi que le proclamait justement M. Caillaux (2), pèse un poids très lourd dans la balance de la diplomatie.

(1) M. CAUWÈS dans la Préface de Progrès économiques de la France de M. Edm. Théry.

(2) M. CAILLAUX, Discours à la Chambre des Députés, 8 janvier 1907.



Vu :

Le Président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

A. FRINGNET.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- CH. GIDE. — Principes d'Economie politique.
CAUWÈS. — Cours d'économie politique.
LEROY-BEAULIEU. — Traité d'Economie politique.
ARNAUNÉ. — La monnaie, le crédit, le change.
COURCELLE-SENEUIL. — Les opérations de banque.

Ouvrages divers :

- JULES DOMERGUE. — La question des Sociétés de crédit.
A. LEFRANC. — La liberté du commerce et les établissements de crédit.
J. DESPRÉAUX. — Les banques françaises, 1910.
LYSIS. — Contre l'Oligarchie financière (Revue, 1907).
TESTIS. — Le rôle des établissements de crédit en France (à la Revue pol. et parlem., 1907).
E. DEPITRE. — Le mouvement de concentration dans les banques allemandes, Paris 1908 (Thèse).
HURET. — En Allemagne, Rhin et Westphalie.
RAFFARD. — Le mouvement de concentration dans les banques de dépôt en Angleterre, Paris 1910 (Thèse).

SAUREL. — Sociétés de crédit contre banques locales, Paris (Thèse).

PATRON. — La Banque de France et le crédit national et international, Paris 1908 (Thèse).

Journaux et Revues :

ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES. — Article de Léon Baréty, 15 mars 1908, 15 janvier 1910.

L'ECONOMISTE FRANÇAIS, 1909, article de Leroy-Beaulieu et de Raffalovich.

JOURNAL DES ECONOMISTES, 15 novembre 1909 et 15 janvier 1910.

LA RÉFORME ECONOMIQUE, 1909 et 1910, articles de Domergue et de Lalouvet.

LE MONDE ECONOMIQUE, 1909, articles de Jean Favre et de Eugène Levoux.

Comptes rendus :

Assemblée générale des actionnaires de la Banque de France.

- | | |
|---|------------------------------|
| — | du Crédit Lyonnais. |
| — | de la Société Générale. |
| — | du Comptoir nat. d'Escompte. |
| — | du Crédit indust. et comm. |



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Causes économiques de la concentration en général. — Motifs particuliers de la concentration dans le commerce de banque.....	9
CHAPITRE II. — Historique des sociétés de crédit en France. — Procédés d'extension de ces sociétés..	21
CHAPITRE III. — La concentration dans les sociétés de crédit en Angleterre et en Allemagne	34

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Avantages de la concentration des capitaux dans les sociétés de crédit.....	47
CHAPITRE II. — Inconvénients de la concentration des capitaux dans les grandes sociétés de crédit. Véritable portée des critiques dirigées contre ces sociétés.....	57
CHAPITRE III. — La question de la réglementation des dépôts	84
CONCLUSION .	95
BIBLIOGRAPHIE.	101

